

La Yougoslavie



Croatie



Slovénie



Serbie



Monténégro



Bosnie



Macédoine

Sauf autre mention, la numérotation est celle du catalogue Yvert et Tellier

Abréviations employées :

C = Croatie

S = Serbie

Sl = Slovénie

Ma = Macédoine

Mo = Monténégro

K = Kosovo

B = Bosnie-Herzégovine

HB = Herceg Bosna (de tendance croate, Mostar)

BS = République Serbe de Bosnie (Pale)

SM = Serbie et Monténégro

Quand il n'y pas d'indication, il s'agit de timbres de la Yougoslavie

I. Les premiers États (...-1102)

Il est difficile de donner une définition exacte des Balkans. C'est grossièrement la plus orientale des trois péninsules de l'Europe du Sud. Elle est bordée par la mer Adriatique et la mer Ionienne à l'ouest, par la mer Égée au sud et par la mer Noire à l'est. Le Danube en forme la frontière septentrionale.

L'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie et la Grèce ayant déjà été traitées dans des monographies séparées, le volume actuel concerne le puzzle des petits États qui ont constitué pendant trois quarts de siècle la Yougoslavie : la Slovénie, la Croatie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine et le Kosovo. L'histoire de ces pays démontre cependant qu'ils ne sont non seulement séparés par des frontières géographiques, mais également par la mentalité, la culture, la religion et la langue. C'est ainsi que les Serbes, qui ont adopté la religion orthodoxe, la culture byzantine et l'écriture cyrillique, sont à l'opposé des Croates, que tout rattache au monde occidental.



Parmi les premiers habitants, les Illyriens formaient le peuple le plus important. Ils furent soumis à Rome à partir du III^e siècle a.C., et les Balkans devinrent la province romaine Illyricum. Pour mieux gérer cette région très étendue, l'Illyrie fut divisée en l'an 10 de notre ère en deux parties : la Dalmatie et la Pannonie.

L'empereur Dioclétien, qui était d'origine illyrienne et qui régna de 284 à 305, fit de l'Empire romain, qui était devenu pratiquement ingouvernable à cause de son étendue, une tétrarchie : à chacun des "tétrarques" était dévolue une partie de l'Empire. Galère reçut la région balkanique.



1993, n° 2447

1700^e anniversaire de l'Empire romain par Dioclétien

Lorsque l'empereur Constantin eut battu son dernier rival, Maxence, en 312 à la bataille du Pont Milvius, il rétablit l'unité de l'Empire et il promulga en 313 l'édit de Milan, qui ne fit que confirmer que l'édit de son prédécesseur Galère devait être appliqué dans sa totalité : la liberté de culte était accordée à toutes les religions, donc aussi aux chrétiens.

En 330, Constantin inaugura Constantinopolis (Byzance) comme nouvelle capitale de l'Empire, transférant ainsi le centre du monde romain de l'Italie vers les Balkans. Le grec devint progressivement la langue à l'Est, tandis que l'Ouest gardait le latin.



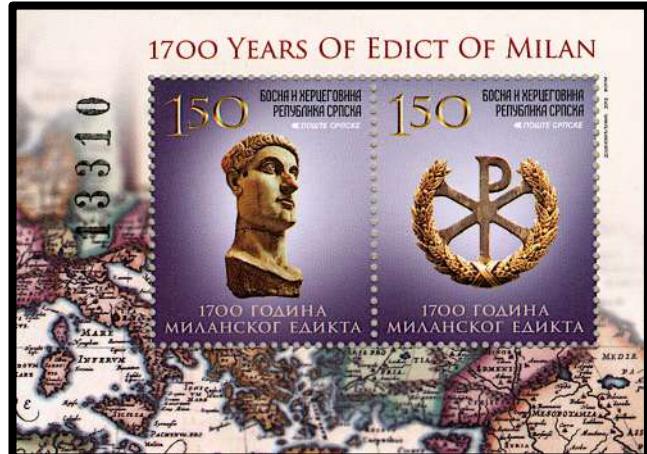
HB, 2013, n° 325



S, 2013, n° 493



Mo, 2013, n° 336



S, 2013, bloc 11
1700^e anniversaire de l'édit de Milan, promulgué par Constantin

Après Constantin, l'Empire se disloqua à nouveau, et le dernier à parvenir à restaurer l'unité fut Théodore I^{er}, qui élimina ses rivaux en 394, à la "bataille de la rivière froide", dans l'actuelle Slovénie.



SI, 1994, n° 86

1600^e anniversaire de la bataille de la rivière froide (bataille du Frigidus) en 394

La succession de l'empereur Théodore I^{er}, à la fin du IV^e siècle, partagea définitivement l'Empire en une partie orientale et une partie occidentale. La partie occidentale allait tomber en 476, tandis que la partie orientale, l'Empire byzantin, allait se maintenir jusqu'en 1453.

Entre le IV^e et le VII^e siècle, les Balkans connurent deux vagues d'envahisseurs. Les Huns et les Germains appartenaient à la première (V^e-VI^e siècles), les Turcs, les Lombards, les Avars, les Slaves et les Bulgares à la deuxième (VI^e-VII^e siècles).

Il y eut d'abord les incursions presqu'annuelles des Huns d'Attila, vers la moitié du V^e siècle. Ensuite, il y eut la domination des Ostrogoths de Théodoric. Après sa mort en 526, son royaume fut reconquis par Justinien I^{er}, empereur byzantin de 527 à 565. À partir du VII^e siècle, ce sont les Arabes qui devinrent très vite une menace pour la civilisation européenne et pour Byzance en particulier.

Mais les deux invasions qui allaient déterminer l'avenir des Balkans sont celles des Slaves et des Bulgares. Les Slaves s'étaient d'abord installés au nord du Danube, et effectuaient dès le VI^e siècle des attaques périodiques sur le territoire byzantin, où ils allaient se fondre avec les populations locales, et former les différentes composantes des Slaves du Sud (Croates, Serbes, etc.). Les Bulgares, venant d'Asie, s'installèrent au début du VI^e siècle en Macédoine et au sud du Danube.



1940, n° 375

Arrivée des Croates en Europe, vers 600



Ma, 1999, n° 179

Arrivée des Slaves en Macédoine, vers 600

Et dès le départ, il est nécessaire de traiter les différentes composantes des Slaves du Sud séparément, de 600 à 1102.

- La Croatie

Une fois installés, les Croates allaient essayer de garder une autonomie, face à trois voisins puissants : les Francs, dont l'heure de gloire se situe vers 800 avec Charlemagne, les Bulgares et Byzance. Les Croates furent progressivement convertis au christianisme dès la moitié du VII^e siècle, et vers l'an 800, ils étaient complètement christianisés.

Pendant deux siècles, ils allaient être soit les alliés, soit les vassaux de ces trois puissances, jusqu'à ce que le "ban" (= chef de tribu) Trpimir parvint vers 850 à réunir tous les Croates sous son autorité. Il fut le premier "Dux Croatorum".



C, 2002, bloc 21
Le ban Trpimir, premier "Dux Croatorum"

Cette éphémère unité se désagrégua rapidement suite à d'incessantes luttes familiales de succession, jusqu'à ce que Tomislav parvint au début du X^e siècle à mettre fin en Croatie à la domination de l'Empire franc et de Byzance, et à fonder un État indépendant dont il fut le premier roi, de 910 à 928.



Basilique de Tomislavgrad



1929, n°s 204/206
Les rois Tomislav et Alexandre I^r.
Millénaire du royaume de Tomislav



Le roi Tomislav



1940, n° 376
Le roi Tomislav



C, 1992, n° 157
Statue du roi Tomislav

Ses successeurs, s'entredéchirant une fois de plus, n'avaient pas son envergure. Le seul qui parvint encore à donner un certain éclat au royaume croate fut Étienne (= Stjepan) Držislav, roi de 969 à 997. Mais en 1097, le dernier roi de la Croatie indépendante, Petar Svačić, était tué, et ses successeurs furent obligés d'accepter en 1102 le *Pacta Conventa*, un traité, imposé par le roi de Hongrie Coloman, faisant du roi de Hongrie également le roi de Dalmatie et de Croatie. C'était une union personnelle, où la Croatie gardait une certaine autonomie.

La Croatie allait devoir attendre pratiquement mille ans avant de retrouver son indépendance, mais les Croates surent toujours conserver leur identité ethnique à part entière.



C, 1997, n°s 396/397

Le roi Petar Svačić



Le roi Étienne Držislav

Jusqu'alors, la Bosnie et le Monténégro ne formaient pas encore des entités séparées, mais, peuplés par des habitants de souche croate, ils faisaient plus ou moins lâchement partie du royaume de Croatie.

- La Slovénie

Après avoir été dominée par les Avars, la Slovénie tomba sous l'autorité des Germains. Elle fut ensuite intégrée dans le royaume franc de Charlemagne, avant d'entrer pendant plus de mille ans dans l'Empire germanique.

- La Serbie

Jusqu'au XII^e siècle, la Serbie se retrouva au centre des guerres incessantes entre les Bulgares et Byzance. Elle dut reconnaître alternativement la souveraineté de ces deux grandes puissances, jusqu'à ce que l'affaiblissement de Byzance allait permettre au XII^e siècle à Stefan Nemanja de fonder le premier État serbe.

- La Macédoine

Tout comme les Serbes, les Macédoniens ont été successivement sous la domination de Byzance, puis des Bulgares. Le tsar bulgare Samuel transféra sa capitale à Skopje, en Macédoine, et de là, il fut pendant 25 ans une menace sérieuse pour Byzance. Il se fit couronner roi en 997, et transféra de nouveau sa capitale, cette fois à Ohrid.

Mais en 1014, Samuel subit une terrible défaite dans le massif montagneux de la Belassitsa, près de l'actuelle frontière entre la Grèce, la Macédoine et la Bulgarie. 15 000 soldats bulgares eurent les yeux crevés et les mains coupées. Sur cent soldats aveugles, on laissa un borgne pour reconduire les mutilés à Samuel, qui succomba d'effroi. C'était la fin du premier royaume bulgare.



Ma, 1996, n° 71

Le tsar bulgare Samuel



Ma, 2014, n° 680

Millénaire de la bataille de la Belassitsa (1014)

La période de la domination byzantine se caractérise par une tentative d'assimiler les Bulgares et les Macédoniens à la langue et la culture byzantines. Mais dans sa grande majorité, le peuple macédonien préserva farouchement son identité. Il y eut encore une révolte en 1040-41, menée par Petăr Deljan, et une autre en 1072, menée par Georgi Voiteh, toutes deux vouées à l'échec.



Petăr Deljan



Georgi Voiteh

Ma, 1999, n°s 165 & 166

Les relations plus que tendues entre la papauté à Rome et le basileus de Byzance mena en 1054 au grand schisme de l'Église : les raisons théologiques s'ajoutant aux raisons politiques, le catholicisme romain et l'orthodoxie byzantine allaient s'opposer pendant des siècles, et cette dualité allait compliquer et empoisonner l'histoire des Balkans jusqu'à nos jours. Les Serbes, les Monténégrins, les Macédoniens, les Bulgares, les Grecs et les Albanais adoptèrent la religion orthodoxe, les Croates et les Slovènes restaient catholiques.

Et pendant ce temps, deux nouvelles puissances étaient en pleine ascension : Venise et le monde islamique.

II. De 1102 à 1526

Cette période se caractérise par trois éléments capitaux :

- Un permanent état de guerre.
- Une division religieuse de plus en plus marquée.
- Une menace islamique de plus en plus pressante.

Pour cette période également, il est impossible de donner un aperçu global, et il faut considérer chaque composante des Balkans séparément.

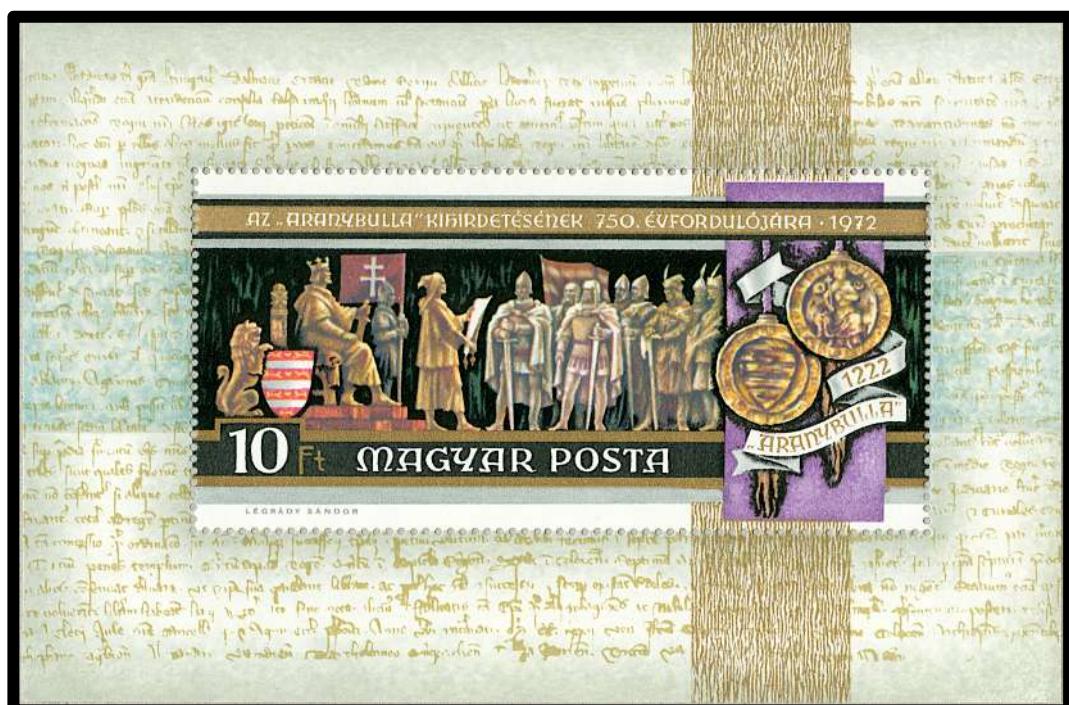
- La Croatie

La Croatie étant depuis 1102 sous l'autorité des rois de Hongrie, elle suit entièrement l'histoire de cette dernière, avec les dynasties successives :

- La dynastie arpadienne (896-1301), dont le principal représentant fut le roi Étienne I^{er}.
- La maison d'Anjou (1301-1382).
- La maison de Luxembourg (1382-1437).
- L'époque des Hunyadi (1437-1490), avec surtout Matthias I^{er} Corvin.
- Le déclin avec les Jagellon (1490-1526).

Je fais référence à ma monographie sur la Hongrie.

Le XIII^e siècle voit le système féodal triompher en Croatie, avec l'affaiblissement du pouvoir royal et l'essor des grandes familles de la noblesse croate. En 1222, le roi André II dut accorder à ses sujets hongrois et croates la "Bulle d'Or" qui donnait à la noblesse un droit de regard sur la politique royale par l'intermédiaire d'une Diète annuelle, et qui garantissait les priviléges des villes. C'est l'équivalent de la "Magna Carta" anglaise, signée sept ans plus tôt.



Hongrie, 1972, bloc 98
750^e anniversaire de la "Bulle d'Or"

À la fin du 15^e siècle, la menace turque devint plus précise, et en 1493, l'armée croate subit une terrible défaite face aux Turcs, dans la plaine de Krbava. C'était le prélude à l'invasion pratiquement complète, qui allait suivre quelques années plus tard.



C, 1993, n° 205

500^e anniversaire de la défaite des Croates face aux Turcs dans la plaine de Krbava en 1493

Les autres composantes de ce qui fut le royaume croate connurent une toute autre évolution :

- Le Monténégro allait tomber définitivement dans l'orbite serbe.
- La Bosnie deviendra un royaume indépendant, avant d'être conquise à son tour par les Ottomans.
- La Dalmatie byzantine et l'Istrie seront rattachées à Venise.
- Dubrovnik deviendra une république indépendante.

- La Bosnie

Le premier personnage important de la Bosnie a été le ban Kulin, qui y régna de 1180 à 1204. Sa dépendance envers la Croatie était purement nominale, et avec lui commença un royaume qui allait rester pratiquement indépendant jusqu'à l'invasion ottomane.

Son règne fut une période de prospérité pour la Bosnie.



B, 2004, n° 411



B, 2005, n° 495
Le ban Kulin



HB, 2013, n° 327



1989, n° 2240

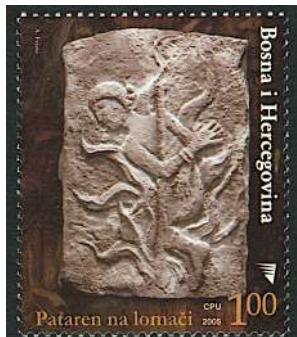
Charte du ban Kulin de 1189



B, 1995, n° 161

Le problème religieux auquel le ban Kulin se trouva confronté est celui des “bogomils”, une secte qui prit beaucoup d’ampleur en Bosnie. Les principes bogomils étaient similaires à ceux des cathares en France : l’âme est la création du Bien tandis que le corps et le monde matériel sont créés par le Mal.

Pour contenter aussi bien le pape que ses voisins, la catholique Hongrie et l’orthodoxe Serbie, le ban Kulin abjura lui-même et combattit officiellement les bogomils en Bosnie, mais il les toléra et leur donna même son soutien, et contrairement aux cathares, l’église des bogomils allait se maintenir en Bosnie jusqu’à la conquête turque de 1463.



B, 2005, n°s 497 & 498
Mort sur le bûcher
d'un bogomil



Bulle du pape Eugène IV
contre les bogomils (1439)



B, 1995, n° 159
Pierre tombale bogomile

À partir de 1250, la famille Kotromanić, de la vieille noblesse croate, accéda au pouvoir en Bosnie, d’abord avec le titre de ban, et à partir de 1377 comme rois de Bosnie.



B, 1995, n° 158
Carte de la Bosnie vers 1300



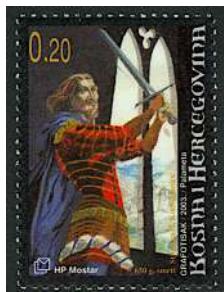
B, 1995, n° 160
Armoiries des Kotromanić



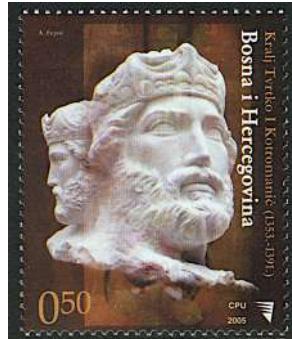
B, 1996, n° 191
Charte des Kotromanić
concernant Dubrovnik

Stjepan II Kotromanić, ban de Bosnie de 1322 à 1353, et son neveu Tvrtko Kotromanić, ban de Bosnie de 1353 à 1377, puis roi à partir de 1377 jusqu’à sa mort en 1391, consolidèrent la puissance de la Bosnie. Comprenant le danger turc, le roi Tvrtko s’allia aux Serbes, mais ils furent battus à la bataille de Kosovo en 1389. Cette défaite signifiait le début du déclin bosniaque, et en 1463, la Bosnie tomba sous le joug turc.

Le fils de Tvrtko, le faible Dabiša, lui succéda, mais à sa mort en 1395, la noblesse choisit sa veuve, Jelena Gruba, comme reine de Bosnie.



HB, 2003, n° 95
Stjepan II Kotromanić



B, 2005, n° 496
Tvrtko Kotromanić



B, 1995, n° 180
Pierre tombale de
la reine Jelena Gruba

- Le Monténégro

Le Monténégro, qui s'appelait alors Zeta, avait initialement une population croate et catholique. Il allait glisser progressivement vers l'orthodoxie après que Stefan Nemanja, le souverain de Serbie, s'était emparé du pays. Vassal de la Serbie, le Monténégro gardait une certaine autonomie, mais ici aussi, le péril turc s'accrut progressivement. La dernière dynastie monténégroise, les Crnojević, durent lutter sans cesse contre les Ottomans, qui finirent par conquérir tout le Monténégro en 1499.



1990, n° 2282
500^e anniversaire de l'enthronement de Durad Crnojević en 1490.

- La Serbie

Le véritable fondateur de l'État serbe, à la fin du XI^e siècle, est Stefan Nemanja. Grand "zupan" (= souverain) de Serbie dès 1168, alors que son pays était encore sous la domination de Byzance, il parvint progressivement à s'en détacher et à faire de la Serbie un pays pratiquement indépendant.

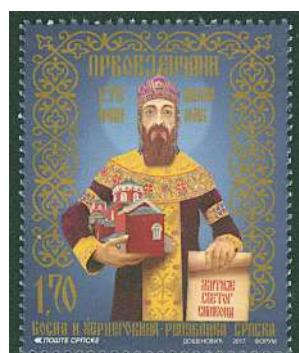
Il imposa son pouvoir au Monténégro, qu'il fit entrer pour des siècles dans l'orbite serbe. En 1196, il renonça au pouvoir et se retira dans un monastère, où il mourut en 1196. Sa fin exemplaire en fit un saint dans l'Église orthodoxe.



S, 2013, n° 532



Stefan Nemanja



BS, 2017, n° 653



S, 2017, n° 743
Stefan I^{er} Nemanjić

Son fils, Stefan I^{er} Nemanjić (1196-1227), fit de la Serbie en 1217 un royaume, et ses successeurs, Stefan Dragutin (1276-1282), Stefan Milutin (1282-1321) et surtout Stefan Dušan (1331-1355) créèrent la Grande Serbie, en conquérant progressivement plusieurs territoires au sud, au détriment de Byzance et de la Bulgarie, toutes deux affaiblies. La Macédoine tomba sous la domination serbe, et Stefan Dušan menaça Byzance et s'empara de l'actuelle Albanie et d'une partie de la Grèce, jusqu'au Mont Athos. Il se fit proclamer en 1346 tsar des Serbes et des Grecs.



1997, n° 2671

Le roi de Serbie Stefan Dragutin



BS, 2016, n° 626



1951, n° 584

Le tsar Stefan Dušan

Après la mort de Stefan Dušan en 1355, ses successeurs ne furent pas à la hauteur, et son empire tomba dans la décadence avant de s'écrouler sous la poussée ottomane.

En 1389, à la bataille de Kosovo Polje, les Turcs infligèrent une sévère défaite à l'armée des Serbes et des Bosniaques. Le commandant de ces alliés très temporaires était le prince serbe Lazar Hrebeljanović, qui y laissa la vie. Miloš Obilić, un chevalier serbe, était cependant parvenu jusqu'à la tente du sultan Mourad I^{er}, qu'il poignarda à mort avant d'être lui-même tué.

Cette bataille ne signifiait pas la fin de la Serbie, mais les derniers souverains, comme Stefan Lazarević (1389-1427) et Đurad Branković (1427-1456), furent parfois obligés de se battre aux côtés des Ottomans contre leurs "frères" chrétiens hongrois et croates. Ils firent cependant de louables efforts pour échapper à la suzeraineté turque.



*Carte maximum de 1989 avec le timbre n° 2231A.
600^e anniversaire de la bataille de Kosovo Polje (1389)*



1939, n°s 344/345

Lazar Hrebeljanović



550^e & 600^e anniversaire de la bataille de Kosovo Polje (1389)

Miloš Obilić



1989, n° 2231A

La ville de Belgrade, assiégée par les Turcs, parvint à les repousser à deux reprises, en 1440 et en 1456, mais la chute de Constantinople en 1453 avait libéré de nouvelles forces turques, et la Serbie tomba en 1459, pour environ trois siècles et demi, sous le joug ottoman.



Hongrie, 2006, n° 4104

János Hunyadi à la bataille de Belgrade (1456)

- La Macédoine

Byzance perdit peu à peu le contrôle de la Macédoine, et des seigneurs en profitèrent pour y créer leur propre royaume, à la fin du XII^e siècle. Les principaux souverains locaux étaient Dobromir (1197-1202) et Strez (1204-1214).

La Macédoine tomba ensuite progressivement sous la domination des Serbes, et le tsar Stefan Dušan fit même de Skopje la capitale de la Grande Serbie.

Mais la Macédoine fut la première victime de l'avancée ottomane : après la bataille de la Maritsa en 1371, elle fut le premier pays des Balkans à tomber sous le joug turc.



Dobromir



Strez

Il y eut encore quelques seigneurs locaux, qui essayaient de garder le pouvoir sur des parcelles du territoire macédonien, comme le prince Marko, autour de la ville de Prilep. Mais leur pouvoir était infime. Marko devint un vassal des Turcs, et il mourut en 1395, en combattant... dans les rangs de l'armée ottomane !

Dans le sud de la Macédoine et en Albanie, Gjergj Kastrioti, dit Skanderbeg, allait lutter au milieu du XV^e siècle, avec succès, contre les Turcs et obtenir de nombreuses victoires. Mais sa mort en 1468 fut rapidement suivie de l'écroulement de la résistance albanaise.



Ma, 1995, n° 44
Le prince Marko



Ma, 2005, n° 337
Skanderbeg

- La Slovénie

La Slovénie était tombée d'abord sous la domination des Francs, puis des empereurs allemands du Saint-Empire germanique. L'affaiblissement de l'Empire avait engendré l'installation en Slovénie de nombreux Allemands, au point que la population slovène était réduite à l'état de minorité.

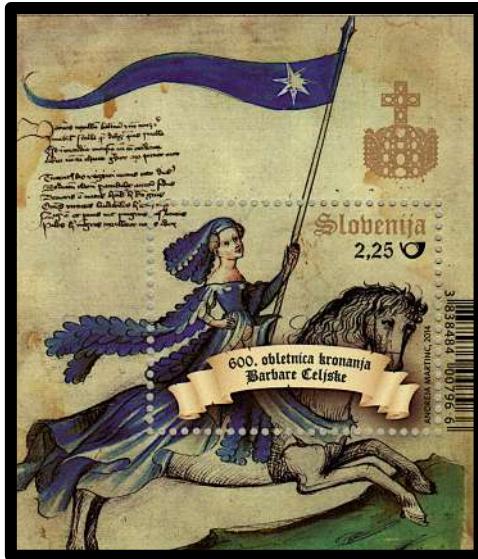
Dès la fin du XIII^e siècle, la Slovénie faisait partie des États héréditaires des Habsbourg, une domination qui allait durer jusqu'en 1918, avec une germanisation progressive de la Slovénie. La dernière intronisation officielle d'un duc de Carinthie en langue slovène eut lieu en 1414.



Sl, 2014, bloc 71
600^e anniversaire de la dernière intronisation officielle d'un duc de Carinthie en langue slovène,
qui eut lieu en 1414

Il est un peu étonnant que la Slovénie ait accordé un timbre à Barbe de Cilley. Fille du comte de Cilley, aujourd'hui Celje en Slovénie, elle avait épousé en 1408 Sigismond de Luxembourg, roi de Hongrie et de Bohême. Elle soutint activement son mari dans l'écrasement des nombreuses révoltes en Croatie et en Bosnie.

Leur fille, Élisabeth, devint la seule héritière de Sigismond. Elle épousa Albert de Habsbourg, duc d'Autriche : sa descendance fera d'elle l'ancêtre des familles royales européennes modernes.



Sl, 2014, bloc 77
Barbe de Cilley

- Bilan au début du 16^e siècle

Dans leur irrésistible progression vers le nord, les Ottomans avaient donc conquis vers 1500 pratiquement la totalité des territoires balkaniques, à l'exception de la Slovénie et de la partie septentrionale de la Croatie :

- La Macédoine dès 1371.
- La Serbie en 1459, bien que Belgrade ne fut conquise qu'en 1521.
- La Bosnie en 1463.
- La majeure partie de la Croatie en 1493.
- Le Monténégro en 1499.

Ils mirent un point final à leur avancée en 1526, avec la conquête de la Hongrie. Après la mort de Matthias Corvin en 1490, la médiocrité de ses successeurs engendra un écroulement rapide de son œuvre. Il y eut d'abord Vladislas Jagellon, roi de Bohême depuis 1471 et de Hongrie depuis 1490, jusqu'à sa mort en 1516.

Puis, à partir de 1516, vint le règne du fils de Vladislas, Louis II Jagellon. Cumulant les trônes de Bohême et de Hongrie, et trop jeune pour gouverner, il se retrouva seul en 1526 pour résister au sultan Soliman le Magnifique, qui attaqua la Hongrie.

Le 29 août 1526, Louis II subit une défaite écrasante à la bataille de Mohács, dans la partie méridionale de la Hongrie actuelle, près du Danube. Louis II y perdit la vie. Cela signifiait la fin de la Hongrie, qui était coupée en trois : les Ottomans s'installèrent au milieu, occupant la capitale Buda. La Transylvanie devint une principauté avec une relative autonomie, mais vassale de la Sublime Porte. La partie occidentale subsistait, sous la couronne des Habsbourg.



*Hongrie, 1976, bloc 126
450^e anniversaire de la bataille de Mohács (1526)*

III. De 1526 à 1815

L'histoire de cette période se déroule sur deux axes :

- Une guerre de libération du joug ottoman.
- Dans le nord, un résistance acharnée contre le centralisme des Habsbourg.

- La Croatie

La partie de la Croatie non encore occupée par les Ottomans faisait donc partie de la Hongrie, ou du moins de la parcelle occidentale du pays encore entre les mains des “chrétiens”.

Et les nobles Hongrois ne firent rien pour faciliter les choses : les clans rivaux élurent d'un côté Jean I^{er} Szapolyai, et d'un autre côté Ferdinand I^{er}, le frère de Charles Quint et déjà empereur du Saint-Empire. Et, au lieu de combattre l'ennemi commun ottoman, tous deux cherchèrent l'alliance des Turcs pour évincer l'autre.

Jean I^{er} s'installa en Transylvanie, vassal du sultan, tandis que son rival Ferdinand régnait depuis Vienne, par l'intermédiaire d'un Conseil de Lieutenance. À la mort de Jean I^{er} en 1540, ce fut son fils Jean Sigismond qui devint “roi”. L'on assista alors pendant 30 ans à d'innombrables volte-face, avec des réconciliations, des ruptures, des traités, et des combats entrecoupés par des trêves.



Hongrie, 2007, n° 4151
Jean Sigismond (1540-1571)

Finalement, en 1570, Jean Sigismond abandonna son titre de roi de Hongrie pour se contenter de celui de prince de Transylvanie. L'empereur du Saint-Empire Maximilien II, le fils de Ferdinand I^{er}, devint ainsi le seul roi de Hongrie (en fait seulement du tiers occidental).

Pendant ce temps, les grandes familles de Croatie, surtout les Zrinski et les Frankopan, se retrouvaient pratiquement seules contre les Turcs, pendant que les deux rivaux hongrois - Habsbourg et Szapolyai - s'entredéchiraient.

Grâce à leur résistance héroïque, Soliman allait connaître son premier grand échec à Szigetvár, en 1566 : 2 500 Hongrois, conduits par le Croate Nicolas Zrinski (= Miklós Zrínyi en hongrois), y résistèrent jusqu'à la mort contre l'armée ottomane, forte de 100 000 hommes. Soliman y décéda la même année.



Hongrie, 2000, n°s 3744/3745
Nicolas Zrinski et la défense de Szigetvár



C, 1996, n° 352
Nicolas Zrinski (1508-1566)



Hongrie, 1966, n° 1841



Hongrie, 1943, n° 617
Nicolas Zrinski (1508-1566)



Hongrie, 2008, n° 4290

Mais le prix payé par la Croatie pour sauvegarder sa liberté était immense : destructions, pertes en vies humaines, famine, pillage, émigration, etc. Il n'est donc pas étonnant que la révolte commença à gronder chez les paysans. En 1572, la révolte éclata en Croatie et en Slovénie. Mais les paysans, menés par Matija Gubec, furent battus en 1573. La répression fut terrible, et Matija Gubec fut exécuté à Zagreb après avoir été atrocement torturé.



1973, n° 1380

La bataille de Donja Stubica, où l'armée paysanne de Matija Gubec fut battue en 1573

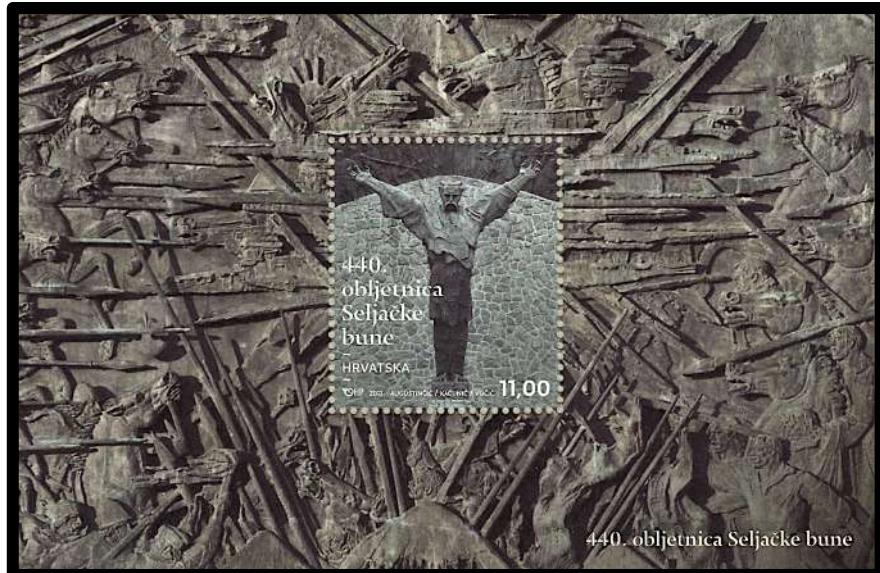


1940, n° 377

Matija Gubec



C, 1942, n° 62



C, 2013, bloc 54

440^e anniversaire de la révolte paysanne. Monument du sculpteur Antun Augustinčić à Donja Stubica

Pendant ce temps, la menace ottomane se faisait de plus en plus pressante en Croatie. Les Habsbourg installèrent une région militaire en Croatie, qui deviendra la Krajina. Malgré le véritable pillage de la Croatie par ces militaires, les Croates s'associèrent à eux et remportèrent la victoire de Sisak en 1593. C'était la première grande victoire des Occidentaux face aux Ottomans après la victoire navale de Lepante en 1571. La bataille de Sisak marqua la fin de l'avancée turque en Croatie. Encouragés par cette victoire, les Croates libérèrent deux ans plus tard, en 1595, la ville de Petrinja.



C, 1993, n° 206

400^e anniversaire de la bataille de Sisak



Sl, 1993, n° 57



C, 1995, n° 309

Libération de Petrinja en 1595

Les Ottomans essayèrent encore de reprendre l'offensive par la côte dalmate, mais ils échouèrent en 1647 à prendre Šibenik, malgré un long siège.



C, 1997, n° 402

350^e anniversaire de la résistance de Šibenik face aux Ottomans en 1647

Du côté occidental de la Hongrie, les empereurs successifs du Saint-Empire (Rodolphe II, Matthias I^{er}, Ferdinand II, III & IV, Léopold I^{er}), également rois de Hongrie, se souciaient peu de la Hongrie et encore moins de la Croatie, trop occupés avec les problèmes germaniques et impliqués dans la guerre de Trente Ans (1618-1648).

Un des capitaines les plus prestigieux au service de l'Empire fut Nicolas Zrinski (= Miklós Zrinyi en hongrois), descendant du défenseur de Szigetvár en 1566. Malgré le fait que la Croatie avait plus qu'à se plaindre de la politique des Habsbourg à son égard, il combattit toute sa vie les Ottomans, et obtint ses plus grands succès l'année même de sa mort en 1664. Il est fort probable qu'il fut assassiné sur l'ordre de l'empereur, jaloux de ses succès.



Hongrie, 1952, n° 1059



C, 1996, n° 353

Nicolas Zrinski (1622-1664)

Les patriotes hongrois et croates étaient d'autant plus déçus par Vienne, que le grand élan ottoman semblait brisé : l'empereur Léopold I^{er} avait remporté d'importants succès militaires contre les Turcs, mais en 1664, il signa un traité qui était fortement en leur faveur. Cela accentua encore l'irritation aussi bien des Hongrois que des Croates envers les Habsbourg, et les familles croates Zrinski et Frankopan se mirent à leur tête.

Il avaient plusieurs raisons d'être mécontents :

- La politique conciliante de Vienne envers les Turcs.
- Les exactions de l'armée des Habsbourg, surtout dans la région militaire de Krajina.
- La centralisation à Vienne aux dépens des droits séculaires des Croates.
- Les faveurs accordées par Vienne aux Serbes et aux Valaques émigrés en Croatie.

Ne trouvant pas d'appuis suffisants, Petar Zrinski (le frère de Nicolas) et Fran Krsto Frankopan, les leaders de la révolte, recherchèrent finalement le compromis avec Vienne. Invités à Vienne pour sceller la réconciliation, ils y furent arrêtés et exécutés en 1671. L'épouse de Petar Zrinski, Katarina Zrinska, mourra en prison en 1673.



C, 1993, Bief. 29
Petar Zrinski et Fran Krsto Frankopan



C, 1996, bloc 14

Les membres des familles Zrinski et Frankopan, considérés comme des héros nationaux en Croatie :

- Nicolas Zrinski (1508-1566)
- Nicolas Zrinski (1622-1664)
- Petar Zrinski (1621-1671)
- Katarina Zrinska (1625-1673)
- Fran Krsto Frankopan (1643-1671)



C, 1943, n° 97



HB, 2001, n° 53
Petar Zrinski



C, 1996, n° 354



C, 1943, n° 96



HB, 2001, n° HB, 2001
Fran Krsto Frankopan



C, 1996, n° 356



C, 1943, n° 95



C, 1996, n° 355



C, 2021, bloc 80 & HB, 2021, bloc 42



350^e anniversaire de l'exécution de Petar Zrinski et de Kristo Frankopan.
Les adieux de Petar Zrinski à Katarina Zrinski



O. IVEKOVIC | Oproštaj Zrinskog od Katarine

Les Turcs essayèrent encore de reprendre l'initiative et assiégèrent Vienne, mais ils y furent cependant écrasés par les troupes germaniques et polonaises sous le commandement du roi de Pologne Jean Sobieski (1683).

La victoire de Vienne sonna le début définitif du recul ottoman, et ils durent abandonner Buda en 1686. En 1699, le sultan remit officiellement la souveraineté sur la Hongrie à l'empereur Léopold I^{er}.



*Hongrie, 1986, n° 3049
300^e anniversaire de la reprise aux Turcs de Buda*

La déroute ottomane ne réglait pas pour autant les problèmes hongrois et croates : l'héritage du trône dans la famille des Habsbourg avait été promulgué, mais une grande partie de la noblesse hongroise, surtout en Transylvanie, gardait la nostalgie d'une Hongrie indépendante.

Dès mai 1703, Ferenc II Rákóczi appela les Hongrois à la révolte, et il proclama l'indépendance de la Hongrie et la déchéance des Habsbourg.

D'abord vainqueur, il dut battre en retraite à partir de 1708, et en 1711, les insurgés furent obligés, contre l'avis de Ferenc II, de se soumettre à l'empereur. Ferenc II lui-même préféra l'exil au déshonneur. Les rêves d'indépendance de la Hongrie durent être enterrés pendant près d'un siècle et demi.

Les Croates continuaient également à être mécontents de la politique de Vienne, où les empereurs successifs (Charles III, Marie-Thérèse, Joseph II) menaient une politique de centralisation, d'absolutisme et de germanisation, au détriment des droits et des aspirations croates. Les territoires repris aux Turcs ne furent pas rattachés à la Croatie, mais à la région militaire de Krajina, où Vienne favorisait l'immigration des orthodoxes serbes et valaques au détriment de la population croate.

Marie-Thérèse alla même jusqu'à supprimer le "sabor" (= parlement croate) en 1764, mettant ainsi fin à une relative autonomie croate qui existait depuis 1102.

Ce n'est que vers la fin du XVIII^e siècle que Vienne, pressée par la menace napoléonienne, concéda de nouveau quelques droits à la Croatie.

- La Bosnie

La Bosnie était une province ottomane depuis 1463. La situation évolua à la fin du XVII^e siècle, car la Bosnie fut souvent le théâtre d'affrontements sanglants entre les coalisés occidentaux et les Turcs, pendant la "grande guerre", de 1683 à 1699. Le prince Eugène de Savoie, commandant les troupes "chrétiennes", assiégea, dévasta et brûla Sarajevo en 1697.



B, 1997, n° 244

300^e anniversaire du sac et de l'incendie de Sarajevo par Eugène de Savoie en 1697

Tout le XVIII^e siècle est une succession d'avancées et de reculs des forces ottomanes. Elles perdirent une partie de la Bosnie en 1717-1718, mais elles parvinrent à récupérer le terrain perdu en 1739. Finalement, les Turcs surent garder le statu quo jusqu'au XIX^e siècle.

Les succès occidentaux pendant la “grande guerre” à la fin du XVII^e siècle eurent pourtant des conséquences sur le plan ethnique et religieux : la plupart des musulmans, qu'ils soient Turcs, Croates ou Hongrois, accompagnèrent l'armée turque dans sa retraite, et s'installèrent en Bosnie encore ottomane. Ceci explique la très forte présence actuelle de la population musulmane en Bosnie.

- Le Monténégro

L'évolution du Monténégro est différente de celle des autres pays balkaniques, parce que le pouvoir ottoman, officiel depuis 1499, n'a jamais été solidement établi dans cette région montagneuse.

Une particularité monténégrine était que, depuis 1516, le pouvoir civil et le pouvoir religieux étaient réunis dans une même main, celle du métropolite de Cetinje. Les autorités ottomanes étaient plutôt tolérantes tant sur le plan des nationalités que sur le plan religieux, et elles acceptaient que l'Église orthodoxe jouisse d'une relative liberté.

Les princes-évêques monténégrins profitèrent de cette tolérance pour unifier les tribus du Monténégro. Danilo Petrović devint en 1696 le premier prince-évêque de la maison Petrović Njegoš, et dès 1697, il prêcha l'extermination de toutes les populations musulmanes du Monténégro. La révolte éclata en 1711, et la première grande victoire du prince-évêque eut lieu en 1712, à Carev Laz.



Mo, 1896, n°s 39, 40 & 41

200^e anniversaire de la dynastie des Petrović Njegoš. Cloître de Cetinje, mausolée des princes-évêques



Mo, 2012, n° 305

300^e anniversaire de la bataille de Carev Laz, en 1712

Après la mort de Danilo Petrović en 1735, le titre de prince-évêque resta dans la famille, et ses deux neveux, Sava Petrović, qui mourut en 1781, et surtout Vasilije Petrović, qui mourut en 1766, lui succédèrent. Sava recherchait surtout l'appui de Venise, tandis que Vasilije demandait l'aide de la Russie dans sa lutte contre les Turcs, mais tous deux réussirent à faire du Monténégro un véritable petit État jouissant d'une grande autonomie, malgré la tutelle officielle de Constantinople. Vasilije Petrović est en plus l'auteur d'une "Histoire du Monténégro", le premier livre d'envergure en langue locale.



SM, 2004, n° 3032



Mo, 2009, n° 220
Vasilije Petrović

Mais c'est le successeur de Sava qui allait faire du Monténégro un véritable État indépendant : Petar I^{er} Petrović Njegoš. Il régna sur le Monténégro de 1782 à 1830, et obtint une indépendance de fait en battant les Turcs en 1796 dans les batailles de Martinići et de Krusi. Mais Petar I^{er} Petrović Njegoš fut plus qu'un chef militaire : il fut également un grand chef politique, législateur, et poète. Sa haute stature morale et spirituelle le fit canoniser dans l'Église orthodoxe, sous le nom de Saint Pierre de Cetinje.



1997, n° 2672



SM, 2005, n° 3124

Petar I^{er} Petrović Njegoš



1996, n°s 2641/2642

200^e anniversaire des batailles de Martinići et de Krusi. Petar I^{er} Petrović Njegoš



- La Serbie

La Serbie n'était plus rien d'autre qu'une simple province de l'Empire ottoman. Une grande partie des seigneurs et des notables avait été massacrée ou s'était enfuie en Hongrie. L'Église orthodoxe serbe allait combler ce vide : elle jouissait d'une grande liberté, suite à la politique religieuse ottomane très tolérante.

Au début de la “grande guerre” de 1683-1699, les Serbes se révoltèrent, mais le scandaleux traité de 1699, rétablissant l’autorité ottomane sur la Serbie, provoqua une répression turque accompagnée d’un véritable exode de la population serbe vers le nord. Ils s’établirent en Hongrie du Sud et surtout en Croatie, tandis que les Albanais s’installaient sur les terres serbes abandonnées, surtout dans le Kosovo.

L’on discerne donc dès la fin du XVII^e siècle les problèmes ethniques qui vont finalement engendrer les conflits sanglants de la fin du XX^e siècle...



*S, Carte maximum de 1990 avec le timbre n° 2306
300^e anniversaire de l'exode des Serbes vers le nord*



*1990, n°s 2305/2306
300^e anniversaire de l'exode des Serbes vers le nord*

- La Slovénie

La Slovénie, quant à elle, restait sous la domination autrichienne, soumise à l’absolutisme et à la centralisation de Vienne. Elle subissait une germanisation intense, mais elle était de loin la région la moins à plaindre de toutes les nations qui formeront plus tard la Yougoslavie.

- La Macédoine

Tout comme la Serbie, la Macédoine n'était rien de plus qu'une province ottomane. La population rurale y vivait dans une extrême misère.

Profitant de la "grande guerre" austro-turque de 1683 à 1699, un chef local, Petar Karpoch, lança en 1689 l'insurrection contre les autorités ottomanes. Après quelques succès, il fut battu, arrêté et empalé.

Du point de vue religieux, la Macédoine tomba sous la juridiction du patriarche d'Istanbul, ce qui renforça sensiblement l'influence grecque en Macédoine.



1989, n° 2252

300^e anniversaire de l'insurrection de Petar Karpoch

- Bilan vers 1800

La Bosnie, la Macédoine et la Serbie restaient sous le joug ottoman. Le Monténégro était parvenu à conquérir une indépendance de fait, tandis que la Croatie avait tout lieu de se plaindre de l'attitude de ses maîtres austro-hongrois.

Alors que l'Europe occidentale était à la veille de la véritable explosion économique, sociale et culturelle du XIX^e siècle, les régions balkaniques avaient des siècles de retard, un retard qu'ils n'allaienr parvenir à résorber qu'après l'écroulement de la Yougoslavie à la fin du XX^e siècle.

IV. De 1815 à 1914

A) La Croatie



Carte de la Croatie (Extrait de <http://www.campusfrance.org/en/node/245435>)

Avec la chute de Venise en 1797, la Dalmatie retourna dans l'Empire autrichien. Mais avec la paix de Presbourg en 1805, Napoléon obtint de l'Autriche les anciennes possessions vénitiennes : l'Istrie et la Dalmatie. Après Wagram en 1807, il s'empara aussi de la Slovénie, avec Trieste, et d'une partie de la Croatie. Il obtint également le littoral du Monténégro, et Dubrovnik, qui perdit son indépendance vieille de quatre siècles et demi.



Slovaquie, 2005, n° 445
200^e anniversaire du traité de Presbourg (Bratislava)

L'ensemble de ces possessions françaises fut regroupé pour former les “Provinces illyriennes”, avec Ljubljana comme capitale. En dix ans, jusqu’au congrès de Vienne, Napoléon fera plus pour la région que Venise, l’Autriche et la Hongrie en quatre siècles : l’administration, la justice, l’instruction, la culture, l’infrastructure, l’agriculture et l’économie dans son ensemble connurent un essor inégalé, qui s’arrêta dès 1815, avec la reprise en main par l’Autriche. La Croatie était à nouveau à la case départ.

Lorsque la Hongrie commença à exiger à partir de 1830 une plus grande autonomie par rapport à Vienne, elle réprima de plus en plus les velléités d’autonomie de la Croatie, en y rendant la langue hongroise obligatoire dans l’administration et l’instruction. Les revendications magyares pour obtenir l’indépendance s’accompagnaient de l’oppression des autres nations, comme la Croatie et la Slovaquie !

La résistance vint de la part d’intellectuels croates, comme Ljudevit Gaj et Ivan Kukuljević. Ils créèrent le “mouvement illyrien”, prônant le panslavisme en réaction contre l’oppression hongroise. Kukuljević fut le premier, en 1843, à oser prononcer un discours en langue croate devant le “sabor” (= parlement) de la Croatie.



1943, Exil, Mi. n° 447



C, 2009, n° 847
Ljudevit Gaj



1963, n° 964



C, 1993, n° 192

Ivan Kukuljević



C, 1997, n° 409

Il n’est donc pas étonnant que lorsque la révolution hongroise explosa en 1848, les Croates combattirent les Hongrois au côté de l’Autriche. Le leader croate était Josip Jelačić (1801-1859).



C, 1992, n° 148



C, 1999, n° 491
Josip Jelačić



C, 1991, Bienf. n° 12



C, 1998, n°s 425/427
150^e anniversaire de l'insurrection croate de 1848. Josip Jelačić



C, 2016, bloc 65
Statue équestre de Josip Jelačić

Mais après la victoire de l'Autriche, avec l'aide de la Russie, contre les indépendantistes hongrois en 1849, la désillusion fut cruelle pour les Croates : Vienne "oublia" toutes ses promesses, et les moindres velléités d'autonomie politique, administrative, judiciaire, linguistique et culturelle furent sévèrement réprimées.

Après les échecs internationaux de l'Autriche, Vienne fut contrainte de conclure un compromis avec la Hongrie, en créant la double monarchie en 1867 : l'Empire autrichien et la Hongrie devenaient deux entités séparées, mais toujours réunies sous la même couronne.

Cela entraîna également un changement pour la Croatie, qui fut une nouvelle fois partagée : la Dalmatie, l'Istrie et la région de Rijeka allaient à l'Autriche, tandis que la vieille Croatie restait hongroise.

Pendant le demi-siècle suivant, la Hongrie fera tout pour écraser la Croatie et assimiler les Croates par la force. Le climat de répression frisait souvent la terreur, et il n'y eut qu'une courte éclaircie avec Ivan Mažuranić, qui fut gouverneur de la Croatie de 1873 à 1880. C'est lui qui obtint la réunion à la Croatie de l'ancienne région militaire de Krajina, après... trois cents ans de revendications croates.



C, 2014, n° 1044
Ivan Mažuranić

Il y eut une insurrection des Croates à Rakovica en 1871, menée par Eugen Kvaternik, qui fut cependant rapidement réprimée. Kvaternik lui-même fut exécuté.



C, 1996, n° 341
Eugen Kvaternik, leader de la révolte de Rakovica en 1871

Il n'y avait, pour la bourgeoisie et l'intelligentsia croates, que peu d'alternatives. À part une infime minorité pro-hongroise ou pro-autrichienne, la majorité était divisée entre les partisans d'une indépendance totale pour la Croatie et ceux qui recherchaient une solution yougoslave.

Parmi les partisans d'une indépendance totale, il faut surtout citer Ante Starčević (1823-1896), auquel succéda August Harambašić (1861-1911). Ils voulaient une Croatie sans liens politiques avec la Hongrie, l'Autriche ou la Serbie. Leur devise était "La Croatie aux Croates".



C, 1942, n° 63



C, 1992, n° 151



C, 1996, n° 342
Ante Starčević



C, 2023, n° 1494



C, 2011, n° 924
August Harambašić

Le chef de file de la tendance “yougoslave” était l’évêque catholique Josip Juraj Strossmayer (1815-1905), qui recherchait un rapprochement avec les Serbes et les Bosniaques pour former finalement une confédération balkanique. Mais Strossmayer fut obligé d’admettre, à la fin du 19^e siècle, que cette aspiration était utopique, la haine entre les populations croates et serbes étant trop tenaces.



1943, Exil, Mi. n° 449



C, 1992, n° 162
Mgr. Josip Juraj Strossmayer



C, 2015, n° 1088

À partir de 1900, une nouvelle poussée de fièvre nationaliste secouait les pays constituant l’Empire autrichien. Les Tchèques, les Polonais, les Slovaques, les Croates en avaient assez d’être considérés comme des citoyens de seconde zone.

Les événements se précipitèrent :

- La demande d’autonomie devint de plus en plus forte, appuyée par la majorité des partis.
- De nouveaux partis virent le jour. Le plus important était le Parti croate paysan, fondé en 1904 par les frères Stjepan et Ante Radić.
- Certains politiciens, comme Frano Supilo, essayèrent malgré tout de s’unir avec la minorité serbe contre le centralisme et l’absolutisme de Vienne.
- La réaction de l’Autriche-Hongrie fut sans pitié : plus la demande d’autonomie se faisait entendre, plus la répression était sévère.



1971, n° 1293

Frano Supilo



C, 2017, n° 1181



C, 1992, n° 152

Stjepan Radić



C, 1996, n° 343



1940, n° 378



C, 2004, n° 661

Stjepan et Ante Radić

Finalement, les Croates mirent leurs espoirs entre les mains de l'héritier au trône d'Autriche François-Ferdinand. Celui-ci plaiddait à Vienne pour une plus grande autonomie pour les groupes ethniques au sein de l'Empire et pour la prise en compte de leurs doléances, mais l'assassinat de François-Ferdinand à Sarajevo le 28 juin 1914 et la déclaration de guerre qui s'en suivit modifièrent toutes les données. C'est une Croatie entièrement désemparée qui se retrouva en 1914 face à la guerre.

B) La Bosnie-Herzégovine



Carte de la Bosnie (Extrait de <http://www.forumdesforums.com/modules/news/article.php?storyid=5280>)

La Bosnie, province ottomane, a été le théâtre de plusieurs révoltes contre la domination turque. La plus importante en Bosnie eut lieu en 1831-1832 : après quelques succès initiaux, son leader, Husein Gradaščević, proclama en septembre 1831 l'indépendance de la Bosnie, mais il fut définitivement battu par les Turcs en 1832.

Un autre soulèvement eut lieu en Herzégovine en 1861, dirigé par Luka Vukalović, également sans succès.



B, 1995, n° 181
Husein Gradaščević



1961, n° 885
Luka Vukalović

Mais il fallut attendre 1875 pour voir la plus grande insurrection bosniaque contre la domination des Turcs. C'était une véritable guerre de libération nationale, avec l'espoir de réunir la Bosnie à la Croatie. Mais, privée d'aide extérieure, cette rébellion fut elle aussi écrasée en 1877.



1975, n° 1496
100^e et 125^e anniversaire de l'insurrection bosniaque, qui débuta en 1875 à Nevesinje



BS, 2000, n° 154

Mais en 1877, la Serbie et la Russie avaient déclaré la guerre à la Turquie. Celle-ci, déjà fortement affaiblie, fut vaincue, et au traité de Berlin de 1878, l'Autriche obtint le protectorat sur la Bosnie, mais encore toujours au nom du sultan. Elle y créa un gouvernement local, mais en réalité, la Bosnie restait dirigée depuis Vienne.

Avec l'idée de "diviser pour régner", l'Autriche refusa d'intégrer la Bosnie, la Croatie, la Dalmatie et l'Istrie dans un grand ensemble ethnique, ce qui mécontenta tout le monde.

En 1908, l'Autriche décida de rompre le dernier lien - purement nominatif - qui reliait la Bosnie à Istanbul, et annexa officiellement la Bosnie et l'Herzégovine à l'Empire autrichien.

Cette annexion contraria fortement la politique expansionniste de la Serbie, et fut une des causes de l'assassinat, le 28 juin 1914 à Sarajevo, de l'héritier du trône autrichien, l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse, par le nationaliste serbe Gavrilo Princip.



B, 1917, n°s 117/119

Troisième anniversaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse à Sarajevo le 28 juin 1914

C) Le Monténégro



Carte du Monténégro (Extrait de <http://www.IclicIplanet.com/montenegro.htm>)

Petar I^{er} Petrović Njegoš, qui régna sur le Monténégro de 1782 à 1830, avait fait de son pays un État pratiquement indépendant. Son successeur, Petar II Petrović Njegoš (1830-1851) continua l'unification de son territoire. Il fut non seulement un souverain exerçant le pouvoir comme un despote éclairé, soucieux du bien-être et de l'éducation de son peuple, mais également un grand poète, auteur de la plus célèbre épopee monténégroise écrite en langue serbe.

Se basant sur l'amitié avec la Russie, il essaya d'élever le prestige de son pays sur la scène internationale, et dans les Balkans, aidé en cela par l'Église orthodoxe serbe dont il était un évêque, il rêvait d'une assimilation de la Serbie et du Monténégro dans un vaste ensemble.



1947, n°s 460/462



1943, Exil, Mi. n° 446



1951, n° 586



Mo, 1943, Occ. it., n° 37



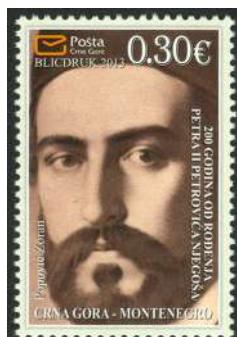
1963, n° 965



1988, n°s 2194/2195



BS, 2013, n° 565



Mo, 2013, n° 325
Petar II Petrović Njegoš



S, 2013, n° 525

Le Monténégro cherchait à étendre son territoire. Déjà en 1813, le Monténégro était parvenu à s'emparer de Kotor, mais avait été obligé de céder la ville à l'Autriche deux ans plus tard. En 1837, les frontières avec l'Autriche furent clairement spécifiées, et en 1858, le Monténégro parvint une nouvelle fois à agrandir son territoire en battant les Turcs à la bataille de Grahovac.



Mo, 2013, n° 326
Conquête de Kotor en 1813



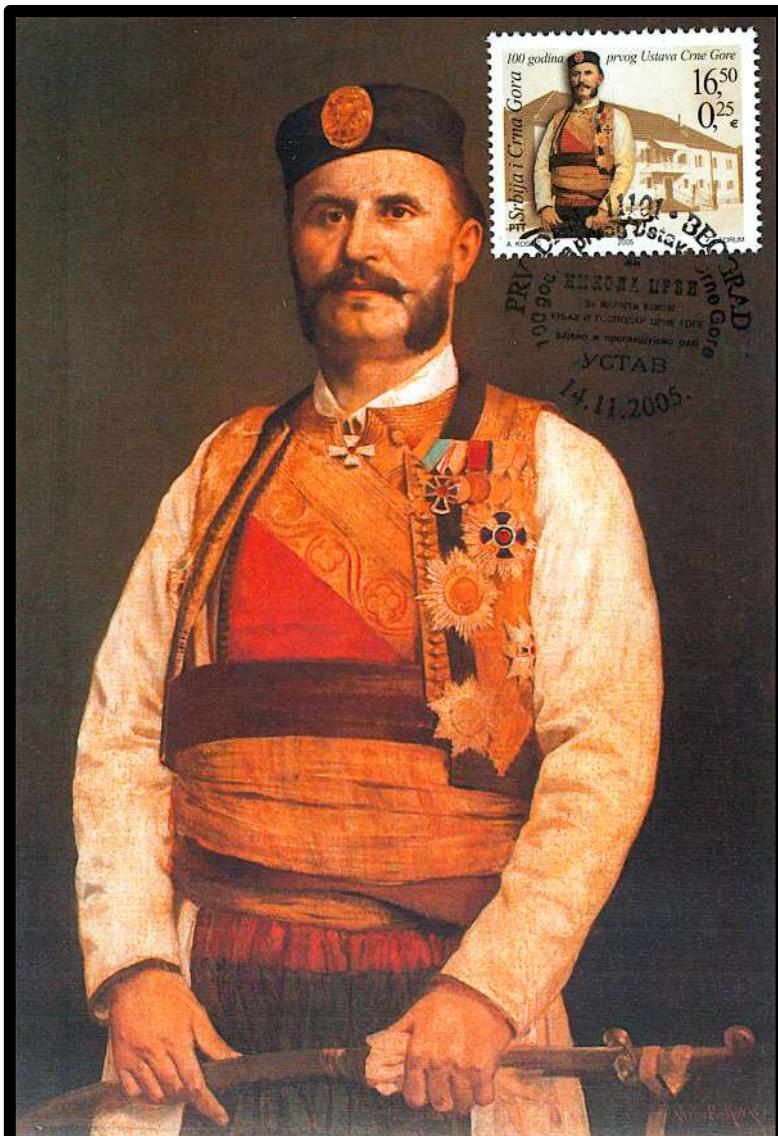
Mo, 2012, n° 308
Délimitation des frontières avec l'Autriche en 1837



Mo, 2008, n° 178
Bataille de Grahovac en 1855

Cette bataille de Grahovac eut lieu pendant la souveraineté de Danilo II Petrović, le neveu de Petar II, qui gouverna de 1851 à 1860, mais qui renonça en 1852 à ses prérogatives religieuses pour faire du Monténégro un État laïque. Il fut assassiné en 1860.

Mais le Monténégro n'allait vraiment devenir une nation respectée en Europe qu'à partir de 1860, avec l'avènement de Nicolas Petrović, qui allait gouverner son pays d'une main de fer pendant 58 ans, de 1860 à 1918.



SM, 2005, carte maximum avec le timbre n° 3126
Nicolas Petrović



Mo, 1910, n° 92



Mo, 1910, n° 97



Mo, 1910, n° 90

Nicolas Petrović



Mo, 1913, n° 106



Mo, 1893, n° 12



Mo, 1902, n° 53



Mo, 1907, n° 80



SM, 2005, n° 3126

Nicolas Petrović

Ses débuts ne furent cependant pas couronnés de succès : il engagea une guerre contre les Turcs en 1861-1862, mais il fut battu, et fut obligé de reconnaître une suzeraineté ottomane - très souple - sur le pays.

Il recommença en 1876, avec l'aide du chef de tribu Marko Miljanov, qui devint le commandant des forces monténégrines, qui combattaient les Turcs aux côtés des forces serbes. Une fois de plus, la défaite semblait inévitable, mais l'entrée en guerre de la Russie contre la Turquie en 1877 changea le cours des événements. La Turquie fut battue, et Nicolas Petrović obtint au congrès de Berlin de 1878 pour le Monténégro la reconnaissance internationale de son indépendance et un important agrandissement de son territoire, qui fut presque doublé.



1987, 2096

125^e anniversaire de la guerre du Monténégro contre la Turquie en 1861-1862



1976, n° 1540

100^e anniversaire de la guerre de 1876 contre la Turquie



1970, n° 1260

Marko Miljanov, commandant de l'armée du Monténégro



Mo, 2008, n° 177

Marko Miljanov, commandant de l'armée du Monténégro



SM, 2003, n° 2983

125^e anniversaire de la reconnaissance du Monténégro au niveau international

Une fois reconnu au niveau international, Nicolas Petrović se mit à régner d'une façon de plus en plus despotique, mais il fut confronté à une opposition de la jeunesse, qui, conditionnée par l'Église orthodoxe, aspirait à l'union avec la Serbie.

Il fut obligé en 1905 d'accorder une nouvelle constitution, bien décidé à ne tenir aucun compte des décisions du nouveau parlement. En 1910, il se fit proclamer roi du Monténégro sous le nom de Nicolas I^{er}, mais en 1918, il était considéré par son peuple comme le seul et dernier obstacle au rattachement du Monténégro à la Serbie. Il fut destitué par le parlement monténégrin, et il alla finir ses jours en exil.



Mo, 1905, n°s 59 et 66

La nouvelle constitution du Monténégro (1905)



Mo, 2010, n° 249

100^e anniversaire du couronnement du roi Nicolas Petrović



Mo, 2014, n° 357

Nicolas Petrović et la reine Milena

D) La Serbie



Carte de la Serbie (Extrait de <http://kosovo.voila.net/histoiregeo.html>)

Les soldats turcs (les janissaires), qui étaient revenus après les guerres napoléoniennes en Égypte et en Syrie, terrorisaient la population locale, et en 1804, la révolte éclata. Les rebelles serbes étaient commandés par Đorđe Petrović, dit Karađorđe, qui remporta contre les Turcs les batailles d'Ivancovac (1805) et de Mišar (1806) avant de s'emparer de Belgrade le 12 décembre 1806.



S, 1904, n°s 76, 77 & 80
100^e anniversaire de l'entrée des Karađorđe dans l'histoire de la Serbie



BS, 2004, bloc 9
200^e anniversaire de l'insurrection de 1804 contre les Turcs



SM, 2004, carte maximum avec le timbre n° 3015
200^e anniversaire de l'insurrection de 1804 contre les Turcs. Karađorđe



1954, n°s 656/659

150^e anniversaire de l'insurrection de 1804 contre les Turcs. Karađorđe



SM, 2004, n°s 3023/3026

200^e anniversaire de l'insurrection de 1804 contre les Turcs. Karađorđe



S, 2011, n° 428

Karađorđe au combat

SM, 2004, n°s 3015/3016

200^e anniversaire de l'insurrection de 1804 contre les Turcs. Karađorđe



S, 2006, n° 148

Bataille de Mišar (1806)

1943, Exil, Mi. n° 450

Karađorđe

S, 2006, n° 168

Libération de Belgrade (1806)



S, 2009, n°s 306/307

200^e anniversaire de la bataille de Čegar, où le commandant serbe Stevan Sindelić se sacrifia dans un combat contre les Turcs en 1809

Après ces défaites, la Turquie resta nominalement maître de la Serbie, mais elle fut obligée de reconnaître un prince serbe à côté du vizir turc. Karađorđe accepta le titre, mais il dut prendre la fuite en 1813, après un sursaut turc.

En 1815, Miloš Obrenović prit la relève dans la lutte contre les Turcs, et en 1815, il se proclama à son tour “knez” (= prince) de Serbie. Il fit assassiner Karađorđe en 1817, dès le retour de celui-ci en Serbie. Depuis lors, la haine entre les familles Karađorđe et Obrenović allait durer plus d'un siècle, et dominer toute l'histoire de la Serbie au 19^e siècle.



S, 2015, bloc 15
Deuxième insurrection serbe, en 1815. Miloš Obrenović



S, 2015, n° 610



S, 2015, n° 627
Miloš Obrenović

Vers 1830, la Serbie était encore officiellement un territoire ottoman, mais dans les faits, elle était devenue un état quasiment indépendant.

En 1833, la population musulmane était expulsée de la Serbie, et une grande partie de ces exilés alla s'installer au Kosovo : nouvelle source des problèmes de la fin du 20^e siècle.



S, 2017, bloc 18
Le commandant de la garnison ottomane remet le 18 avril 1867 les clés de la forteresse de Belgrade, dernier bastion de la présence ottomane en Serbie, au prince Mihailo Obrenović

Les princes allaient se succéder rapidement en Serbie :

- Miloš Obrenović régna jusqu'à son abdication forcée en 1839.
 - Son fils Mihajlo Obrenović lui succéda, de 1839 à 1842.
 - Mais une nouvelle révolte mit en 1842 Aleksandar Karađorđević, le fils de Karađorđe qui fut assassiné en 1817, sur le trône.
 - Nouveau retournement en 1858 : les Obrenović revinrent au pouvoir, d'abord avec le vieux Miloš (1858-1860), puis de nouveau Mihajlo (1860-1868), sous le nom de Mihajlo III Obrenović.



S, 1866, n°s 9 & 13 (facsimilés)



1991, n° 2373

Les deux solides piliers de l'État serbe étaient l'armée et l'Église orthodoxe. Toutes deux avaient la même aspiration : réunir les vieilles provinces serbes et restaurer l'empire du tsar Stefan Dušan du XIV^e siècle. Les deux propagateurs de cette "Grande Serbie" étaient le ministre Ilija Garašanin et surtout l'écrivain Vuk Karadžić, qui fut l'infatigable promoteur de l'expansionnisme serbe.

Le mot “slave” ou “balkanique” était remplacé par “serbe”, et le but final était l’incorporation dans cette “Grande Serbie” de la Serbie, du Kosovo, de la Macédoine, du Monténégro, de la Bosnie et de l’Herzégovine, de l’Istrie, la Dalmatie et la Croatie, de la Slovénie, de la Hongrie du Sud (Vojvodine), de la Bulgarie et de l’Albanie : cette ambition frisait l’utopie.



1963 n° 962



1943 Exil Mi n° 448



BS 2012 n° 538



1987, n° 2107/2108



87, n. 2107721

Après l'assassinat de Mihajlo Obrenović en 1868, son neveu lui succéda sous le nom de Milan IV Obrenović.



S, 1869, n° 17



S, 1973, n° 26



S, 1880, n° 32



SM, 2003, n° 2975

Milan IV Obrenović

Quand éclata en 1875 une révolte en Bosnie, la Serbie et le Monténégro déclarèrent la guerre à la Turquie. L'armée serbe fut mise en déroute, mais l'entrée en guerre de la Russie contre la Turquie modifia les données, et la Serbie s'empara de quelques villes, dont Niš. Mais l'Autriche empêcha la Serbie de s'emparer de la Bosnie.



1978, n° 1606

100^e anniversaire de la guerre de la Serbie et de la Russie contre la Turquie

Après la défaite turque, le traité de Berlin de 1878, corigeant celui de San Stefano qui avait avantageé outre mesure la Bulgarie, accordait bien les territoires conquis, avec la ville de Niš, à la Serbie, mais lui refusait la Bosnie, dont l'Autriche recevait le protectorat. La Macédoine fut restituée à la Turquie. La Serbie était enfin reconnue sur le plan international comme un État indépendant.



SM, 2003, n° 2982

125^e anniversaire de la reconnaissance de la Serbie au niveau international

En Serbie même, la principauté devint un royaume en 1882, et le prince Milan IV devint le roi Milan I^{er} Obrenović. Les conditions de vie de la population rurale restaient extrêmement misérables, et une révolte éclata en 1883 à Timok, soutenue par un nouveau parti, le Parti radical créé par Svetozar Miletić.



1983, n° 1888
Rébellion paysanne à Timok en 1883



1976, n° 1522
Svetozar Miletić

Le roi Milan I^{er} fut contraint d'accorder une constitution en 1888, qui donna une certaine démocratisation à la Serbie, mais il fut obligé d'abdiquer en 1899, à la suite de nombreux scandales. Son fils lui succéda sous le titre de roi Aleksandar I^{er} Obrenović. Il se mit dès le début à régner d'une façon despotique, supprimant la constitution, et mécontentant aussi bien la population que l'armée. Il fut assassiné avec sa maîtresse le 11 juin 1903.



S, 1890, n° 37



S, 1896, n° 46
Aleksandar I^{er} Obrenović



S, 1901, n° 59



S, 1903, n° 65

Après l'assassinat du roi en 1903, sur les timbres préparés, l'effigie royale fut occultée par une surcharge avec des armoiries

Le pouvoir fut redonné à la famille rivale Karadorđević, avec Petar I^{er} Karadorđević. Celui-ci ne s'occupa pas du tout des affaires de l'État : il régna mais ne gouverna pas, et laissa le pouvoir aux mains des deux véritables piliers de la Serbie : l'armée et l'Église.



S, 1905, n° 85



BS, 1994, n° 29
Petar I^{er} Karadorđević



S, 1911, n° 103

La mentalité de l'armée restait très expansionniste. L'expansion vers le sud étant temporairement impossible après la traité de Berlin de 1878, la Serbie se tourna alors vers l'ouest et le nord : la Bosnie, la Croatie, la Hongrie du Sud.

L'Autriche essaya de contrecarrer la tendance expansionniste serbe, en annexant la Bosnie en 1908. Cela ne fit qu'accroître la haine des Serbes contre l'Autriche, et de nombreuses organisations plus ou moins secrètes ou pseudo-culturelles virent le jour, comme la "Main noire" dans l'armée. Les minorités serbes en Bosnie et au Monténégro s'agitaient également, et œuvraient pour l'union avec la Serbie.

C'est la "Main noire" qui organisa l'assassinat de l'archiduc autrichien François-Ferdinand le 28 juin 1914 à Sarajevo, ce qui allait déclencher la première guerre mondiale.

Pendant ce temps, à partir de 1868, l'agitation sociale se développait en Serbie, contre l'absence de toute démocratie et contre la misérable condition sociale des ouvriers et des paysans. Les premiers à faire entendre leur voix étaient Svetozar Marković (1846-1875) et Vasa Pelagić (1838-1899). Ils payèrent régulièrement leurs activités par la prison ou l'exil. La position de ces socialistes allait progressivement se durcir, avec des activistes révolutionnaires comme Radovan Dragović (1878-1906) et Filip Filipović (1878-1938), ce qui allait finalement déboucher dans le communisme.



1946, n°s 453/454
Svetozar Marković



1975, n° 1477



1970, n° 1261
Vasa Pelagić



1978, n° 1616
Radovan Dragović & Filip Filipović

Un personnage qu'il faut encore mentionner est le docteur Vladan Đorđević. Il a été le fondateur de la Croix-Rouge en Serbie et l'organisateur des soins sanitaires et médicaux dans son pays, mais il fut également un homme politique dur et implacable : premier ministre et ministre des Affaires étrangères de 1897 à 1900.



1936, n° 303



1996, n° 2637

Vlado Dorđević

E) La Slovénie



Carte de la Slovénie (Extrait de <http://www.IclicIplanet.com/slovenie.htm>)

La Slovénie était une province de l'Empire autrichien. Il y eut peu d'agitation en Slovénie pendant le XIX^e siècle. Les intellectuels y luttaient cependant - d'une façon pacifique - pour préserver la langue et la culture slovène face à la germanisation forcée de Vienne. Ces intellectuels favoriseront en 1918 l'union avec les autres pays slaves du sud, pour former la Yougoslavie.

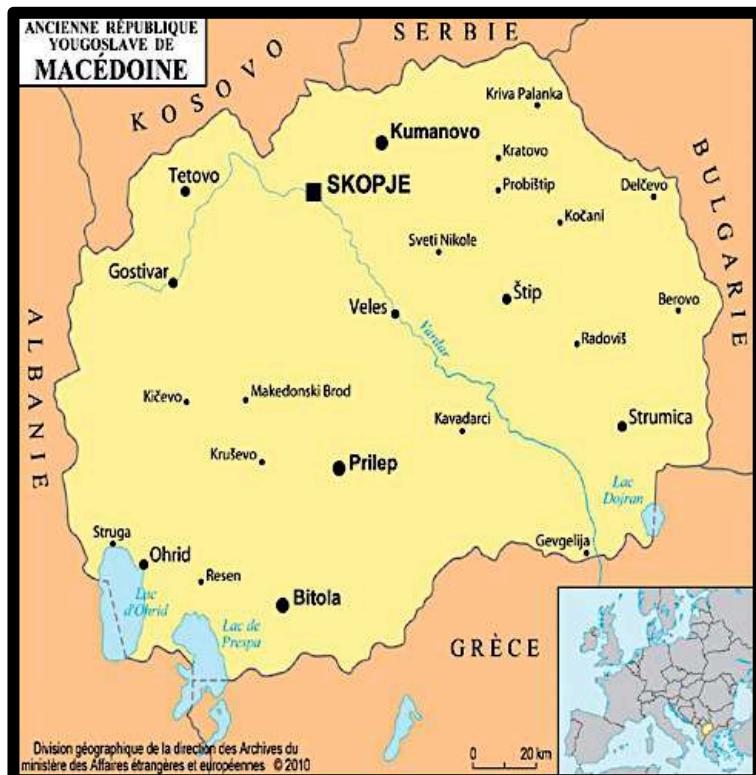
De 1816 à 1849, la Slovénie a fait partie d'une entité administrative autrichienne appelée le Royaume d'Illyrie. Le souverain en était évidemment l'empereur d'Autriche. Ce "Royaume" englobait, outre la Slovénie, la Carinthie autrichienne, certaines zones de la Croatie et la région de Trieste et de Gorizia. Ce royaume fut supprimé en 1849.



SI, 2016, n° 1010

200^e anniversaire de la création du Royaume d'Illyrie

F) La Macédoine



Carte de la Macédoine (Extrait de <http://www.Iclic1planet.com/macedoine.htm>)

La Macédoine vivait depuis quatre siècles sous la domination des Turcs, qui y possédaient 80% des terres. L'influence culturelle et religieuse de la Grèce y était très importante, et le clergé grec essayait d'assimiler les Macédoniens.

Vers 1860 y naquit un mouvement pour une Macédoine libre, qui ne serait ni turque, ni serbe, ni bulgare, ni grecque. Les premiers à œuvrer pour cette émancipation macédonienne ont été les frères Dimitar et Konstantin Miladinov. Ils moururent tous deux en 1862, à deux jours d'intervalle, dans une prison à Istanbul.



Ma, 2005, n° 329
Konstantin Miladinov



Bulgarie, 1962, n° 1107
Konstantin et Dimitar Miladinov



Sur le terrain, la Macédoine suivit l'exemple de la Serbie et de la Bosnie, et plusieurs insurrections allaient se succéder en quelques années : une première éclata en 1876 à Razlovec, une deuxième suivit en 1878, à Kresna, actuellement en Bulgarie, et une troisième, à Brsjak en 1880. Toutes trois furent relativement facilement réprimées par les Turcs.



Ma, 2001, n° 229
Insurrection de Razlovec en 1876



1978, n° 1627



Ma, 2003, n° 290
Insurrection de Kresna en 1878



Ma, 2005, n° 357
Insurrection de Brsjak en 1880

Après la défaite ottomane dans la guerre russo-turque de 1877-1878, la Macédoine fut d'abord donnée à la Bulgarie par le traité de San Stefano de 1878. Mais sous la pression internationale, qui ne voulait pas d'une trop grande Bulgarie, le territoire retourna à la Turquie au traité de Berlin de la même année.

C'est après ce traité que fut créée, dans cette Macédoine déçue, une organisation politique luttant pour l'indépendance totale du pays, le V.M.R.O.



Ma, 1993, bloc 2
100^e anniversaire de la fondation du mouvement révolutionnaire macédonien V.M.R.O.

Les principaux chefs de ce V.M.R.O. étaient Dame Gruev (1871-1906) et Gyorche Petrov (1864-1921), mais le plus actif et le plus militant fut sans conteste Gotse Delchev (1872-1903). Il mena une guérilla incessante contre les Turcs, espérant, en soulevant la population contre l'occupant ottoman, recevoir l'aide de la Bulgarie. Il fut tué le 4 mai 1903.



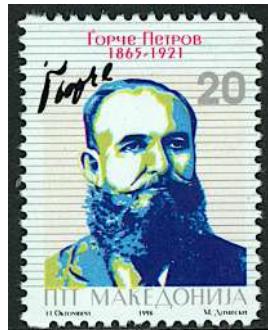
Bulgarie, 1972, n° 1917
Dame Gruev



1972, n° 1334



1981, n° 1778



Ma, 1996, n° 72
Gyorche Petrov



Bulgarie, 1972, n° 1915



Bulgarie, 1978, n° 2404A
Gotse Delchev



Bulgarie, 2003, n° 3981



1972, n° 1371



1992, n° 2385
Gotse Delchev



Ma, 1994, n° 26



Gotse Delchev



Bulgarie, 1953, n°s 755/756



50^e

anniversaire de l'insurrection d'Ilinden



1953, n°s 639/640

Nikola Karev



50^e & 65^e anniversaire de l'insurrection d'Ilinden



1968, n° 1189



Bulgarie, 1978, n° 2427

75^e & 80^e anniversaire de l'insurrection d'Ilinden



Bulgarie, 1983, n° 2785

75^e & 80^e anniversaire de l'insurrection d'Ilinden

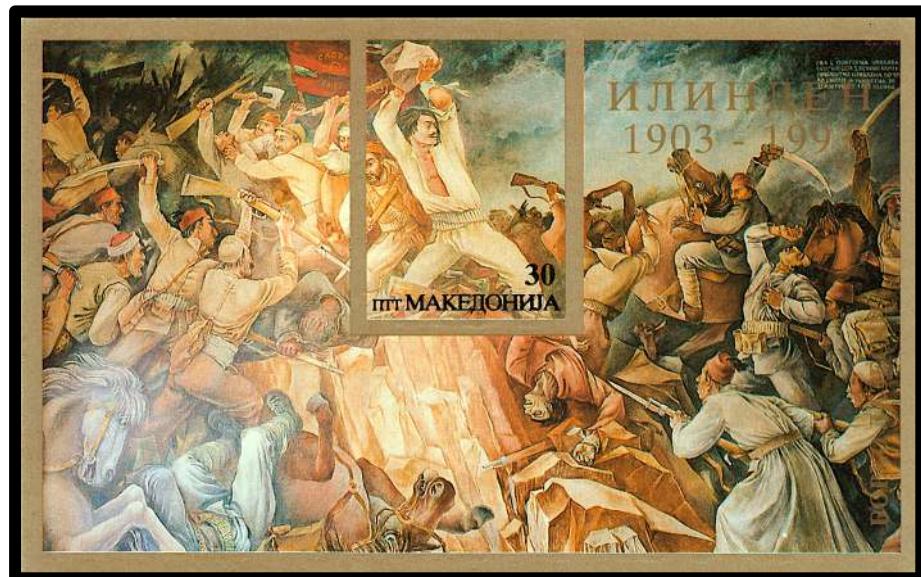


Ma, 1993, n° 15



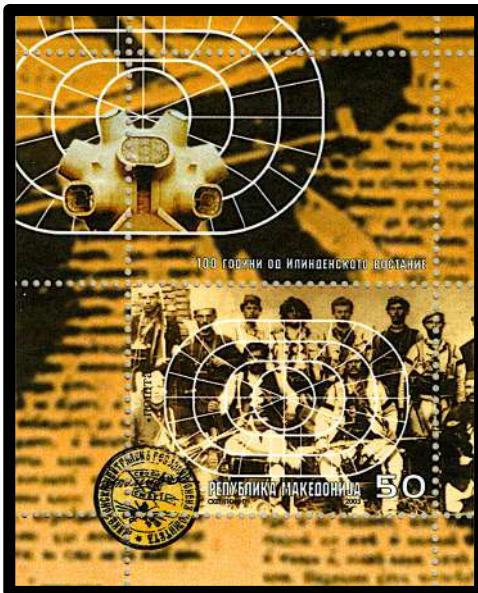
Ma, 12003, n°s 279/280

90^e & 100^e anniversaire de l'insurrection d'Ilinden



Ma, 1993, bloc 1

90^e anniversaire de l'insurrection d'Ilinden



Ma, 2003, bloc 100^e anniversaire de l'insurrection d'Illinden



Ma, 2002, n° 257 Nikola Karev, le leader de l'insurrection d'Illinden

Le grand problème du V.M.R.O. était le fait qu'il était divisé en une branche bulgare et une branche macédonienne, et ce manque d'unité nuisait fortement à son efficacité. En 1905, au monastère de Rila, en Bulgarie, un congrès fut organisé pour aplanir les divergences, mais sans grand succès.



Ma, 2005, n° 356

100^e anniversaire du congrès de Rila
Les principaux participants : Dame Gruev, Pere Tosev, Petar Pop Arsov, Jane Sandanski, Gjorche Petrov et Dimo Hadji Dimov

Après l'insurrection d'Illinden, la révolution des Jeunes-Turcs, en 1908, donna beaucoup d'espoir aux Macédoniens. Istanbul autorisa le V.M.R.O. à constituer des partis politiques, et plusieurs organisations sociales-démocrates virent le jour en Macédoine. Parmi les leaders sociaux-démocrates, il faut surtout citer Vassil Glavinov (1872-1929) et Dimitar Vlahov (1878-1953). Tous deux étaient des hommes de gauche, qui évoluèrent progressivement du socialisme vers le communisme, rêvant d'une fédération balkanique de gauche.



1969, n° 1223



Ma, 2004, n° 319

Vassil Glavinov



Ma, 2003, n° 291

Dimitar Vlahov

Mais l'espoir, suscité par la prise du pouvoir par les Jeunes-Turcs, se dissipa rapidement : Istanbul exerça une répression intense envers tout mouvement d'autonomie sur base ethnique. Cette mesure touchait surtout les Albanais en Macédoine et au Kosovo, engendrant de nombreuses insurrections locales à partir de 1910.



Albanie, 1980, n°s 1853/1854
70^e anniversaire de l'insurrection du Kosovo en 1910 contre l'occupant ottoman

Pendant ce temps, les pays balkaniques qui avaient déjà obtenu leur indépendance, profitant de l'affaiblissement de l'Empire ottoman, rêvaient de se partager les territoires du sultan. C'est dans cet esprit que la Grèce, la Bulgarie, le Monténégro et la Serbie formèrent en 1912 la "Ligue balkanique". Le partage des territoires ottomans y fut programmé.

La première guerre balkanique commença en octobre 1912, et tourna rapidement à l'avantage de la Ligue balkanique.



S, 2012, n°s 473/474
Bataille de Kumanovo, en Macédoine, en octobre 1912, qui vit la défaite de l'armée ottomane.
Sur le timbre de gauche : de gauche à droite, les chefs de l'armée serbe :
Radomir Putnik, Stepa Stepanović, Živojin Mišić et le prince Aleksandar Karadordević,
qui allait devenir plus tard le roi de la Yougoslavie



1997, n° 2665
Radomir Putnik, commandant de l'armée serbe pendant la première guerre balkanique

Devant le danger de plus en plus menaçant d'être écartelé entre les États belligérants, les patriotes albanais déclenchèrent l'insurrection générale en 1912, et le 28 novembre 1912, pendant que les armées grecques, serbes et monténégrines envahissaient le territoire albanais, l'indépendance de l'Albanie fut proclamée.



Albanie, 2012, n°s 3080/3081

100^e anniversaire de l'insurrection générale de 1912, qui mena à l'indépendance de l'Albanie

Malgré cette déclaration d'indépendance, proclamée dans l'indifférence internationale, l'imbroglio politique et militaire de la situation dans la Balkans était tellement grand que les grandes puissances proposèrent une médiation collective. Grâce à cette initiative, des pourparlers s'engagèrent à Londres fin 1912 entre les vainqueurs (la Grèce, le Monténégro, la Bulgarie et la Serbie) et la Turquie.

Enver Pacha fut obligé de signer un traité de paix à Londres le 17 mai 1913, la Sublime Porte y perdant toutes ses possessions européennes.

Mais une discorde croissante s'installait entre les vainqueurs, les Bulgares n'acceptant ni l'occupation de Thessalonique par les Grecs, ni celle d'une grande partie de la Macédoine par les Serbes.

Dans la nuit du 29 au 30 juin commença la deuxième guerre balkanique. Le roi Ferdinand I^{er} de Bulgarie déclara la guerre à ses alliés de la veille, et l'armée bulgare attaqua les troupes serbes et grecques, auxquelles se joignirent la Roumanie, le Monténégro et la Turquie. Epuisée par la guerre précédente, la Bulgarie ne put opposer qu'une faible résistance face à cinq armées ennemis, et fut obligée de signer le 10 août 1913 à Bucarest un traité de paix qui favorisait les vainqueurs et était désastreux pour la Bulgarie.

Le 29 juillet 1913, les grandes puissances reconnaissent l'indépendance de l'Albanie, mais sous leur contrôle et leur garantie. Mais c'était une Albanie fortement mutilée : Le Kosovo et une partie de la Macédoine étaient donnés définitivement à la Serbie, une autre partie de la Macédoine à la Grèce. C'était surtout une catastrophe pour le Kosovo, où la population entière était albanaise, et que Belgrade considérait comme une province inférieure et insignifiante. Les autorités serbes - et plus tard yougoslaves - voulaient autant que possible "désalbaniser" le Kosovo, mais se heurtèrent dès le début à une résistance farouche, dont les leaders les plus entreprenants entre 1912 et 1924 étaient Isa Boletini et Azem Galica, aidé par son épouse Shote Galica.

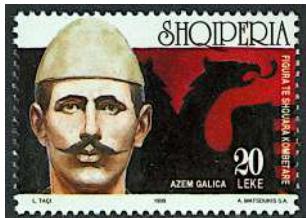


K, 2012, Michel n° 226



Albanie, 1991, n°s 2251/2252

Isa Boletini



Albanie, 1999, n° 2475



Albanie, 1977, n°s 1709/1710
Azem & Shote Galica



K, 2010, n° 53

En Macédoine également, le mécontentement était immense, et à partir de 1913, la révolte grondait contre l'assimilation forcée exercée par la Serbie (imposition de la langue serbe dans l'administration et l'instruction, répression féroce des opposants macédoniens, etc.). La plus grande révolte eut lieu dans la région d'Ohrid-Debar, en Macédoine occidentale, en septembre 1913. Un des chefs militaires macédoniens parmi les plus acharnés était Vasil Chekalarov (1874-1913). Implacable chef de guerre, il prit part à toutes les batailles pour l'émancipation macédonienne depuis 1900, et participa aux côtés des Bulgares aux deux guerres balkaniques. Il fut tué pendant la deuxième en 1913, en combattant contre la Serbie.



Ma, 2013, n° 648
100^e anniversaire de
l'insurrection d'Ohrid-Debar en 1913



Ma, 2013, n° 638
Vasil Chekalarov



Bulgarie, 2013, bloc 302
100^e anniversaire des guerres balkaniques

G) La situation avant la première guerre mondiale

La situation en 1914, juste avant le déclenchement de la première guerre mondiale, était donc la suivante :

- La Croatie faisait toujours partie de la Hongrie, elle-même une des deux composantes de l'Empire austro-hongrois. La volonté d'autonomie y était très vive, partagée entre une tendance indépendantiste et une tendance "yougoslave".
- La Bosnie-Herzégovine avait été annexée en 1908 par l'Autriche. La minorité serbe y était très active, et y entretenait la haine contre l'opresseur autrichien.
- Le Monténégro était un royaume indépendant, mais une grande partie de la population aspirait à une union avec la Serbie.
- La Slovénie restait une province plutôt pacifique de l'Empire autrichien.
- La Macédoine constituait la poudrière la plus dangereuse des Balkans. Province ottomane convoitée par la Grèce, la Bulgarie et la Serbie, elle fut l'objet des deux guerres balkaniques de 1912-1913, dont le résultat fut son partage entre la Grèce et la Serbie, avec la création d'un nouvel État, l'Albanie. Le Kosovo, à grande majorité albanaise, devenait une partie de la Serbie.

Tous les éléments des problèmes du XX^e siècle étaient déjà présents...



Carte des Balkans en 1914

(Extrait de http://cartographie.sciencespo.fr/sites/default/files/01_02_balkans1878_1914_1923.jpg)

V. De 1914 à 1945

A) La première guerre mondiale (1914-1918)

À l'été de 1914, tous les éléments étaient en place pour projeter les grandes puissances européennes dans la guerre : il ne manquait que le détonateur pour mettre le feu aux poudres.

Cela se passa le 28 juin 1914, avec l'assassinat à Sarajevo, en Bosnie, de l'héritier du trône autrichien, l'archiduc François-Ferdinand et son épouse, par Gavrilo Princip et ses complices, membres de l'organisation la “Main noire”.



Autriche, 2014, n° F2976
100^e anniversaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et de son épouse
à Sarajevo le 28 juin 1914

L'Autriche-Hongrie déclara la guerre à la Serbie, et le jeu des alliances conclues antérieurement joua à fond :

- d'un côté, l'Entente (la Serbie, la Russie, la France, la Grande-Bretagne, et, à partir de 1915, l'Italie).
- de l'autre côté l'Axe (l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, la Bulgarie, la Turquie et la Roumanie).

Alors que, de part et d'autre, l'on prévoyait une guerre de très courte durée, elle allait durer plus de quatre ans et faire sept millions de victimes.



S, 2014, n° 549/553
L'armée serbe pendant la première guerre mondiale

Les points majeurs du déroulement de la guerre dans les Balkans sont les suivants :

- Les armées serbes obtinrent d'abord quelques succès, mais lorsque la Bulgarie entra également en guerre en 1915, elles durent se replier. Début 1916, attaquées par l'Autriche-Hongrie au nord et par la Bulgarie à l'est, les rescapés de l'armée serbe, qui refusa de capituler, durent fuir dans des conditions épouvantables, en plein hiver, vers les ports de l'Albanie. De là, des bateaux français acheminèrent en janvier 1916 les survivants vers l'île de Corfou, où la France, en dépit des protestations d'Athènes, installa les institutions et le gouvernement serbes, le restant de l'armée, et la partie de la population civile serbe qui avait pris le chemin de l'exode. Le gouvernement serbe y resta jusqu'en octobre 1918.

Cette retraite fut effroyable : sur un total de 250 000 personnes, seuls quelques milliers parvinrent à atteindre Corfou. Inutile de dire que les Albanais, qu'ils avaient fortement maltraités en 1915, firent payer cher aux Serbes, lors de la retraite de ceux-ci, leurs exactions de l'année précédente.



S, 1915, n° 127
Le roi Petar I^{er} Karadordjević sur le champ de bataille en 1915



S, 2015, n° 612
La défense de Belgrade en 1915

Les Serbes, installés par les Français à Corfou, y employaient de 1916 à 1918 des timbres de France (types Blanc, Semeuse et Merson), et quelques rares fois des timbres grecs. Leur correspondance était systématiquement oblitérée avec le cachet "Postes Serbes". Malheureusement, à la fin de la guerre, ce cachet fut très régulièrement employé sur simple demande, à des fins purement philatéliques.



1916-1918 : exemples de timbres français oblitérés "Postes Serbes" (fac-similés)



L'on essaya de reconstituer une armée serbe à Corfou, et à partir de 1917, elle fut engagée aux côtés des Français sur le front de Salonique.



1998, n°s 2732/2733
L'armée serbe sur le front de Salonique en 1918

- L'armée monténégrine se rangea aux côtés des Serbes, et elle obtint début 1916 une belle victoire contre l'Autriche à Mojkovac, au Monténégro. Mais peu après, en 1916, le roi du Monténégro Nicolas Ier dut capituler, et il fut exilé en France, près de Bordeaux, où il constitua un gouvernement en exil.



1996, n° 2608
La victoire monténégrine à la bataille de Mojkovac, les 6 et 7 janvier 1916

Bien que le courrier officiel bénéficiât de la franchise postale, en juin 1916 ce gouvernement en exil se mit à utiliser, sans autorisation de l'administration française, divers timbres français (Semeuse et Merson) surchargés "S.P. du M. - Bordeaux" (= Service postal du Monténégro - Bordeaux). Pour éviter tout problème avec le gouvernement français, on parla alors d'essais. Seuls quelques plis officiels - très rares - ont circulé du 6 au 24 Juin 1916.



1916 : exemples des "timbres" d'exil du Monténégro (fac-similés)

- Les Slovènes, les Bosniaques et les Croates étaient obligés de se battre dans les armées de l'Autriche-Hongrie. Malgré leur aversion pour la Hongrie, les Croates se battirent avec acharnement contre les Serbes, qu'ils détestaient et dont ils craignaient l'expansionnisme, et contre les Italiens, à qui l'on avait promis l'Istrie et la Dalmatie en 1915, comme prix pour la participation italienne à la guerre.

B) L'État des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1929)

L'automne de 1918 vit l'effondrement des forces de l'Axe et la dislocation de l'Empire austro-hongrois. La Hongrie proclama son indépendance le 24 octobre 1918, la Tchécoslovaquie le 28 octobre et la Croatie le 29 octobre.



29 novembre 1918, n°s 31/34
Indépendance de la Croatie

Dans les Balkans, il y avait deux attitudes contradictoires :

- La Croatie, soutenue par les délégués de la Bosnie, de la Slovénie, de l'Istrie et de la Dalmatie, voulaient une union des Slaves du Sud dans un État fédéral, sur le principe de l'égalité, chaque nation y conservant une grande autonomie.
- La Serbie, soutenue par le Monténégro, continuait à aspirer à la "Grande Serbie", une union où elle aurait un pouvoir dominant et majoritaire.

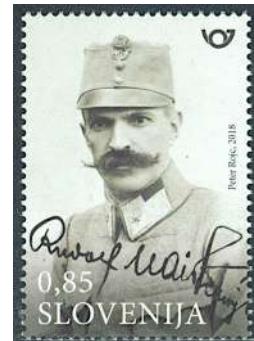
Une première recherche d'un compromis se déroula déjà en juillet 1917 : l'on tomba d'accord sur la création, après la guerre, d'un État commun, composé de la Serbie et des nations séparées de l'Empire austro-hongrois. Cet État s'appellerait le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, avec la dynastie des Karađorđević comme souverains. Mais le flou autour de la future organisation de cet État allait causer des problèmes, qui allaient perdurer jusqu'au XXI^e siècle.

Les événements se succédèrent à grande vitesse à partir d'octobre 1918 :

- La création à Zagreb, sous l'impulsion de la Croatie, d'un Conseil national auquel adhérèrent la Bosnie, la Slovénie et la Vojvodine.
- Les soldats croates et slovènes désertaient en masse l'armée autrichienne. Le général slovène Rudolf Maister s'empara de Maribor et d'une grande partie de la Slovénie, qu'il conserva jusqu'au traité de Saint-Germain du 10 septembre 1919.



SI, 1999, n° 226
Le général slovène Rudolf Maister



SI, 2018, n° 1122

- Le 3 novembre 1918, l'Autriche signait l'armistice.
- Une conférence eut lieu à Genève, du 6 au 9 novembre 1918, pour essayer d'aplanir les difficultés entre les Serbes et les Croates. Mais rien n'y fut résolu.
- La Vojvodine votait le 25 novembre son union avec la Serbie.
- Le 13 novembre, le Monténégro votait à son tour son union avec la Serbie, après avoir destitué le roi Nicolas Petrović. Cette union devint effective le 26 novembre.

- Mais tout se joua finalement le 1^{er} décembre 1918 : sous prétexte de la menace italienne toujours présente, les Serbes, avec à leur tête le roi Alexandre Karađorđević, obligèrent les délégués du Conseil national à signer l'acte de naissance du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. C'était un véritable suicide pour les Croates, car la Serbie devint le pivot dominant du nouveau royaume, sur le plan politique, administratif, militaire, culturel, religieux, économique et social. Le rêve de la "Grande Serbie" semblait se réaliser.

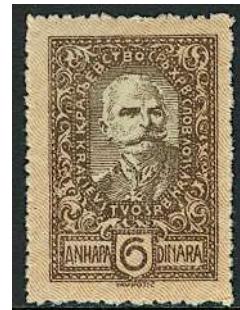


1988, n° 2196
70^e anniversaire de la naissance de l'État des Serbes, Croates et Slovènes

Le souverain du nouvel État était officiellement encore le vieux roi de Serbie Petar I^{er} Karađorđević, mais celui-ci avait depuis longtemps transférée toutes les prérogatives royales à son fils Alexandre. Celui-ci, plus Serbe que "Yougoslave", fit jusqu'à son assassinat en 1934 tout pour favoriser les Serbes au détriment de toutes les autres ethnies, en premier lieu des Croates.



1919, n° 83



1920, n° 125



1921, n°s 140/142

Le roi Petar I^{er} Karađorđević



1921, n°s 140/142

Le roi Petar I^{er} Karađorđević

La Serbie avait déjà bien démontré en 1918 que le véritable roi n'était pas Petar I^{er} Karađorđević, mais son fils Alexandre, officiellement "prince-régent de Serbie", en les associant dans une longue série de timbres-poste à partir de 1918.



S, 1918, n° 140

Le roi Petar I^{er} Karađorđević et son fils, le "prince-régent" Alexandre



1921, n° 134



1923, n° 154



1924, n° 161



1924, n° 166



1926, n° 178



1931, n° 221



1935, n° 293



S, 2009, Bienf. n° 13A



1921, Taxe n° 56



Carte maximum de 2013 avec le timbre de Serbie n° 530
Le roi Alexandre Ier Karadordjević



1938, n° 325



S, 2013, n° 530

Le roi Alexandre I^{er} Karađorđević

L'évolution politique se reflète dans la philatélie :

- La Serbie continua à employer ses propres timbres, dont la validité dura jusqu'au 14 avril 1921.
- Le Monténégro employa ses timbres jusqu'au 13 novembre 1918, la date où fut votée l'union avec la Serbie, dont elle employa ensuite les timbres.
- En Bosnie-Herzégovine, les timbres furent surchargés “Država S.H.S. - Bosna i Hercegovina” (= État des Serbes, Croates et Slovènes - Bosnie-Herzégovine) à partir du 11 novembre 1918. Après le 1^{er} décembre 1918, date de la naissance officielle du royaume, la surcharge “Država” fut remplacée par “Kraljevstvo” (= Royaume).
- En Croatie, ce sont les timbres hongrois qui furent surchargés à partir du 29 novembre “HRVATSKA - SHS” (= Croatie - État des Serbes, Croates et Slovènes). En 1919, des timbres d'usage courant furent émis avec cette mention.
- La Slovénie imprima dès le 3 janvier 1919 ses propres timbres, avec des scènes allégoriques ou avec l'effigie de Petar I^{er} Karađorđević, qui était devenu le roi de l'État des Serbes, Croates et Slovènes.
- Ce n'est qu'à partir du 16 janvier 1921 que des timbres, à l'effigie du roi Petar I^{er} Karađorđević ou de son fils Alexandre, furent émis pour l'ensemble du territoire.



Timbres de Bosnie surchargés d'abord “Država S.H.S. - Bosna i Hercegovina”, ensuite “Kraljevstvo S.H.S. - Bosna i Hercegovina”



Timbres de Hongrie surchargés “Hrvatska SHS”



Timbres pour la Croatie avec la mention "Hrvatska SHS"



Timbres pour la Slovénie avec des figures allégoriques

Dès le début, les problèmes des frontières se posaient, surtout avec l'Italie, à qui l'on avait promis en 1915 la Dalmatie en récompense de sa participation à la guerre aux côtés de l'Entente. Se basant là-dessus, les Italiens demandaient, avec raison :

- La Vénétie julienne et le Trentin - Haut Adige dans le nord.
- L'Istrie et la région côtière de la Dalmatie, avec e.a. Fiume.

À Paris, l'Italie reçut bien ses territoires nordiques, mais le président Wilson s'opposa à toute concession en Dalmatie : il exigea et obtint que toute la Dalmatie aille à la Yougoslavie, qui venait de naître. La seule concession que le premier ministre italien Orlando parvint à arracher était un statut spécial pour la ville de Fiume, qui devint une ville autonome sous contrôle de la Société des Nations. L'histoire rocambolesque de cette ville, avec Gabriele d'Annunzio, est développée dans une monographie séparée.

Le traité de Saint-Germain-en-Laye, signé le 10 septembre 1919, reconnaissait l'existence du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, mais l'Istrie, toujours occupée militairement par l'Italie, restait un problème. C'est finalement avec le traité de Rapallo, signé entre les deux pays le 12 novembre 1920, que les frontières furent définitivement acceptées :

- L'Italie recevait l'Istrie, avec Trieste, ainsi que la ville de Zadar, sur la côte dalmate.
- Le reste de la Dalmatie allait à la Yougoslavie.

Une deuxième problème concernait la Carinthie, revendiquée aussi bien par l'Autriche que par la Yougoslavie. Finalement, sous pression internationale, il fut convenu qu'un plébiscite devrait décider du sort de la Carinthie.

Pour l'organisation de ce plébiscite, la Carinthie fut divisée en deux parties : la zone méridionale A où l'on supposait une majorité slovène, et la zone septentrionale B, avec Klagenfurt, où la majorité était germanophone. En attendant ce plébiscite, l'administration de la zone A irait à la Yougoslavie, celle de la zone B à l'Autriche. Il fut cependant stipulé que le plébiscite se tiendrait d'abord dans la zone A, et qu'en cas de victoire autrichienne, la zone B irait automatiquement à l'Autriche.

Malgré une mauvaise foi évidente, surtout de la part des Yougoslaves, le plébiscite put être tenu, comme convenu seulement dans la zone A, le 10 octobre 1920. Ce fut un succès autrichien : 22 025 voix pour l'Autriche contre 15 278 pour la Yougoslavie.

Vainqueur en zone A, l'Autriche recevait donc automatiquement aussi la zone B. C'était son premier succès après deux années d'échecs, de brimades et d'humiliations.

En attendant ce résultat, des timbres furent émis dans les deux zones. En zone A, six timbres pour journaux de Slovénie furent surchargés en septembre et octobre 1920 avec la surcharge "K.G.C.A." (*Koruska Glasovilna Cona A* = Carinthie Commission Gouvernementale zone A).



1920, la série yougoslave du plébiscite carinthien

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes avait donc obtenu sa reconnaissance internationale et reçu la majeure partie de la Dalmatie, sauf l'Istrie, mais elle était perdante en Carinthie.

Il restait encore une troisième menace : la Hongrie, qui digérait mal la perte de ses territoires du sud. C'est pour se défendre contre la Hongrie que la Roumanie, la Tchécoslovaquie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes conclurent en 1920 une alliance militaire, appelée la Petite Entente.



1937, n°s 310/311
Commémoration de la Petite Entente. Le mausolée royal d'Oplenac

Ce sont cependant les problèmes intérieurs qui allaient jouer un rôle majeur dans l'histoire future de la Yougoslavie.

Le roi avait fait voter le 28 juin 1921 la "Constitution de Vidovan", qui avantageait la population d'origine serbe, à tel point que tous les députés croates et slovènes votèrent contre : la constitution ne fut votée qu'à une très faible majorité, par 223 voix sur 419.

Les conséquences se firent surtout sentir en Croatie, où les paysans furent écrasés sous de très lourds impôts, et soumis à une véritable terreur policière. Les autres victimes de la domination serbe étaient l'Église catholique (surtout en Croatie et en Slovénie), les musulmans (en Bosnie et en Macédoine) et les Albanais (au Kosovo et en Macédoine).

Dès 1919, une révolte éclata au Kosovo, réprimée dans le sang par l'armée serbe. En Macédoine, l'organisation secrète V.M.R.O. continuait elle aussi sa lutte contre la "serbisation" de la région.

Face à la tyrannie et à l'oppression, la résistance s'organisa de deux façons :

- la résistance révolutionnaire du parti communiste.
- la résistance parlementaire, par le parti paysan en Croatie.

C'est en avril 1919 que fut créé le parti communiste serbe, par la fusion de plusieurs groupuscules de gauche. Dès 1920, le roi interdisait le parti communiste, qui dut entrer dans la clandestinité jusqu'en 1941. Des centaines de communistes furent arrêtés, torturés et exécutés, comme Đuro Đjaković et Nikola Hećimović.



1979, n° 1698

Duro Đaković et Nikola Hećimović, communistes victimes de la répression



1959, n° 781



1979, n° 1665/1666

40^e & 60^e anniversaire du parti communiste serbe



1969, bloc 15

50^e anniversaire du parti communiste serbe. Au centre, effigie de Tito

Par opposition à l'activité clandestine et révolutionnaire du parti communiste, le parti paysan de Stjepan Radić essaya de faire entendre sa voix d'une façon démocratique. Il était tout-puissant en Croatie, et malgré quelques mois de prison, il essaya vainement de rechercher un compromis avec les Serbes, aidé en cela par le Bosniaque Mehmed Spaho et le Slovène Anton Korošec.



C, 1992, n° 152
Stjepan Radić



C, 1996, n° 343



B, 2000, n° 316
Mehmed Spaho

Menacé de tous côtés, le roi Alexandre devint de plus en plus tributaire de l'armée et de la police serbes, ainsi que d'une milice non officielle, mais soutenue par le pouvoir serbe, les "tchetniks". Finalement, Stjepan Radić fut assassiné par les tchetniks, en 1928, avec l'accord tacite du roi.

La réaction ne se fit pas attendre : le Croate Ante Pavelić créa sa propre milice, "l'Oustacha". La haine entre la Serbie et la Croatie allait vers son paroxysme, et même actuellement, les esprits sont encore loin d'être apaisés.



C, 1943, n°s 73/74
Ante Pavelić

C) Le royaume de Yougoslavie (1929-1941)

Devant une situation qui devenait de plus en plus explosive, le roi Alexandre perpétra le 6 janvier 1929 un véritable coup d'État, et instaura une dictature personnelle. Il supprima le parlement, instaura la censure et interdit tous les partis politiques non serbes. Cela engendra une véritable terreur exercée par les tchetniks serbes en Croatie, en Bosnie, en Macédoine et au Kosovo. Des milliers de Croates émigrèrent aux États-Unis et en Australie.

Pour bien souligner le changement, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes changea de nom, et devint la Yougoslavie.



1931, n°s 222/224



1933, n°s 244 & 254

Surcharge avec le nouveau nom "Yougoslavie"

La terreur engendrant la terreur, le roi Alexandre I^{er} Karađorđević fut assassiné à Marseille le 9 octobre 1934, pendant un voyage officiel en France. L'autre victime de l'attentat était Louis Barthou, le ministre français des Affaires étrangères. Les meurtriers étaient deux oustachis croates et un membre du V.M.R.O. macédonien...



1934, n°s 274, 275 & 276

Timbres de deuil après l'assassinat du roi Alexandre I^{er} Karađorđević

Le fils aîné du roi défunt devint roi de Yougoslavie sous le nom de Petar II Karađorđević, mais comme il était encore mineur - il était né en 1923 - la régence fut confiée au cousin d'Alexandre, le prince Paul, qui régna avec le titre de prince-régent.



1935, n° 289



1939, n° 369



1943, Exil n° 4

Petar II Karađorđević



1938, n°s 304/305
Le prince-régent Paul



Dès le départ, les difficultés s'amoncelaient, et le pays devint difficilement gouvernable. Il y avait de nombreux mouvements extrémistes, dont les aspirations étaient inconciliables :

- Les oustachis croates d'Ante Pavelić. Ce mouvement était initialement purement nationaliste et n'adopta la doctrine nazie qu'après 1941.
- Le V.M.R.O. qui continuait la lutte en Macédoine contre l'occupation serbe.
- Les "Balistes", mouvement nationaliste albanais au Kosovo.
- Les tchetniks serbes, dirigés par Draža Mihailović, qui luttaient toujours pour la "Grande Serbie".
- Et finalement les communistes. Moscou leur dicta : la Yougoslavie doit rester unie et dans l'orbite des États adversaires de l'Allemagne nazie, donc de la Russie. Moscou désigna Tito comme principal exécuteur de cette nouvelle doctrine. En 1937, un parti communiste était officiellement créé en Croatie, en Slovénie et en Macédoine.



1987, n° 2097
50^e anniversaire de la création
du parti communiste slovène



1987, n° 2117
50^e anniversaire de la création
du parti communiste croate

Alors qu'initialement, le prince-régent Paul avait introduit une timide libéralisation, autorisant certains partis politiques, il retourna vite aux méthodes despotiques, basées sur l'armée et la police, pour essayer de tenir le pays en main. Il finit par mécontenter tout le monde, en plus des groupements extrémistes déjà cités :

- l'Église orthodoxe serbe, qui s'opposait farouchement à ses essais de rapprochement avec l'Église catholique.
- Les Serbes purs et durs, qui lui reprochaient ses tentatives pour se concilier la Croatie et la Slovénie.
- Les ouvriers, les intellectuels, les étudiants et les paysans, qui acceptaient de moins en moins les méthodes despotiques du prince, avec la privation des libertés les plus élémentaires, les hautes taxes, et une économie chancelante suite à la crise économique mondiale.

Au niveau international aussi, les problèmes s'accumulaient. La Yougoslavie avait bien signé le 9 février 1934 avec la Turquie, la Roumanie et la Grèce un pacte, connu sous le nom d'Entente balkanique, qui lui avait assuré une relative paix régionale, mais il était clair que l'Europe avançait à grands pas vers la guerre.



1937, n°s 312/313
L'Entente balkanique (la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie)



1940, n°s 384/387

L'Entente balkanique (la Yougoslavie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie)

Dépendant politiquement et économiquement de plus en plus de l'Allemagne nazie, le prince-régent n'avait d'autre choix que de suivre les "conseils", qui étaient plutôt des ordres, de Hitler. Il installa en 1935 un gouvernement d'inspiration fasciste, qui édicta dès 1936 des lois antisémites.

Mais Hitler avait encore besoin de la tranquillité dans les Balkans, et il obligea le prince-régent à signer le 26 août 1939 un accord avec les Croates. Par cet accord, la Croatie redevenait un État autonome dans une Yougoslavie fédérale. Mais l'armée serbe et l'Église orthodoxe étaient violemment opposées à cet accord, ce qui fit perdre au prince-régent ses derniers appuis.

L'Europe étant en guerre depuis 1939, le prince-régent crut faire le bon choix en signant le 25 mars 1941 le pacte tripartite avec l'Allemagne et l'Italie, faisant de la Yougoslavie un allié complet des forces de l'Axe.

La signature de ce pacte était pour les innombrables opposants ethniques et politiques au régime yougoslave la goutte qui faisait déborder le vase, et deux jours plus tard, le 27 mars 1941, l'insurrection éclata à Belgrade. Le prince-régent Paul dut s'enfuir à l'étranger, et il fut remplacé par le jeune roi Petar II Karađorđević, qui avait tout juste 18 ans.

Ce coup d'État, dont le seul but était de renverser le régime royal détesté, a été présenté plus tard par le régime de Tito comme une révolution des forces communistes contre le régime fasciste. Ce mensonge historique a été commémoré par de nombreux timbres-poste pendant la période de la Yougoslavie communiste.



1951, n° 569

10^e anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941



1966, n°s 1062/1065

25^e anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941



1981, n°s 1779/1780



40^e et 50^e anniversaire de l'insurrection du 27 mars 1941



1991, n°s 2350/2351



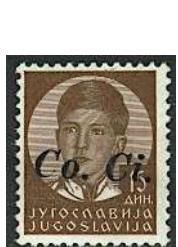
Ce coup d'État était un véritable affront pour Hitler, qui décida d'envahir le pays : le 6 avril 1941, les forces allemandes et italiennes entrèrent en Yougoslavie, et occupèrent rapidement tout le pays. Le roi, le gouvernement et le haut commandement de l'armée partirent pour l'étranger, la capitulation officielle eut lieu le 18 avril 1941.

La Yougoslavie avait cessé d'exister, et fut complètement disloquée et découpée :

- L'Italie obtenait le Monténégro, la Dalmatie et une grande partie de la Slovénie.
- L'Allemagne annexa la Slovénie du Nord, avec Maribor.
- L'Albanie (italienne !) obtenait le Kosovo et une partie de la Macédoine.
- La Bulgarie reçut la Serbie du Sud et une partie de la Macédoine.
- La Roumanie et la Hongrie reçurent elles aussi des parties du territoire.
- Il ne restait que deux États "autonomes", mais "sous protection allemande" : la Serbie et la Croatie.

La philatélie a suivi de très près cette évolution historique :

- En Slovénie : des surcharges pour marquer l'occupation italienne sur les timbres yougoslaves.



Timbres pour la Slovénie sous occupation italienne, à partir du 26 avril 1941

- Au Monténégro : d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite sur des timbres italiens, et plus tard des timbres spécifiques pour le territoire sous occupation italienne.



Timbres pour le Monténégro sous occupation italienne, à partir de juin 1941

- L'Allemagne émit quatre timbres pour son annexion de la Slovénie du Nord.



*Allemagne, 1941, n°s 730/733
Paysages de la Slovénie du Nord annexée par l'Allemagne*

- La Bulgarie émit une série de timbres pour commémorer l'annexion de la Serbie du Sud et d'une partie de la Macédoine.



*Bulgarie, 1941, n°s 390/394
Administration bulgare sur une partie de la Macédoine et sur la Thrace*

- La Hongrie surchargea deux timbres hongrois pour commémorer le rattachement de quelques territoires du sud.



Hongrie, 1941, n°s 568/569
Retour des territoires du Sud ("Visszatér" signifie "le retour")

Les deux États "autonomes" qui subsistaient étaient la Croatie et la Serbie. Mais le bilan n'était pas réjouissant :

- la Croatie, qui était privée de la Dalmatie et de l'Istrie, cédées à l'Italie, mais qui reçut la Bosnie-Herzégovine.
- La Serbie, qui était privée de la Vojvodine, cédée à la Hongrie et à la Roumanie, du Kosovo cédé à l'Albanie et d'une partie de la Macédoine cédée à la Bulgarie !

En Croatie, le pouvoir fut exercé par le nationaliste Ante Pavelić, qui se proclama "Poglavnik" de Croatie (= l'équivalent de "Führer" ou "Duce"). Complètement soumis à Hitler, et se basant sur sa milice, les oustachis, il suivit l'Allemagne nazie jusque dans ses pires excès, avec un régime de terreur, massacrant les Serbes, les juifs et les tsiganes.

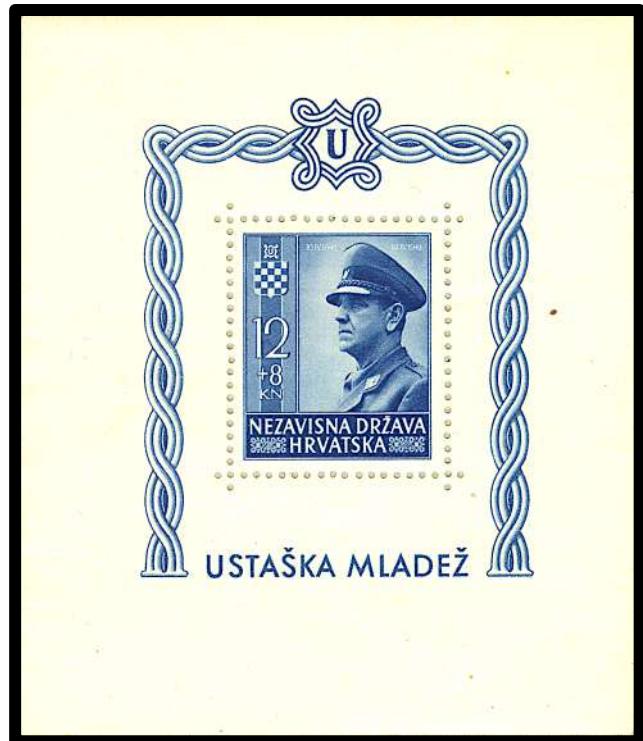
La Croatie émit de nombreux timbres, d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite des timbres propres, souvent à l'honneur d'Ante Pavelić et des oustachis.



Timbres de la Croatie "indépendante", à partir du 12 avril 1941



Ante Pavelić, "Poglavnik" de Croatie



Ante Pavelić, "Poglavnik" de Croatie

La Serbie était dirigée par le général Milan Nedić, une marionnette entre les mains des Allemands. Lui aussi suivit le programme nazi à la lettre exterminant autant de juifs et de communistes que possible.

Tout comme la Croatie, la Serbie émit ses propres timbres, d'abord des surcharges sur des timbres yougoslaves, ensuite des timbres spécifiques, souvent avec des motifs de propagande.



Timbres de la Serbie "indépendante", à partir du 5 juin 1941

D) Le déroulement de la guerre (1941-1945)

Dès le début, la résistance s'organisa, sur deux axes différents :

- Les tchetniks serbes, sous la direction de Draža Mihajlović. Farouchement anticomuniste et partisan de la “Grande Serbie”, il était l’homme du roi Petar II et du gouvernement yougoslave en exil. Finalement, il se rapprocha de l’Allemagne pour mieux contrecarrer Tito. C’est la raison pour laquelle il fut “lâché” par Churchill, au profit de Tito. Ayant perdu le soutien des Alliés, il fut fait prisonnier par les partisans communistes et exécuté en 1946.
- Les communistes, commandés par Josip Broz, qui prit le surnom de Tito. Celui-ci avait un double objectif : la lutte antifasciste et la révolution prolétarienne. Entouré de ses conseillers favoris, comme le Slovène Edward Kardelj, le Serbe Moša Pijade, le Kosovar Miladin Popović et le Monténégrin Milovan Đilas, il commença la lutte en juin 1941, immédiatement après l’attaque de l’Union soviétique par Hitler. Il constitua dans tout le pays des unités de partisans, d’une redoutable efficacité par leurs actions de guérilla. Les moyens mis en œuvre pour écraser la résistance et capturer Tito étaient énormes, mais il parvint toujours à s’échapper, parfois d’extrême justesse.



1951, P.A. n° 47



1988, n° 2157



1984, n° 1932



1949, n° 534



1987, n° 2104



1953, n° 637



1945, n° 411

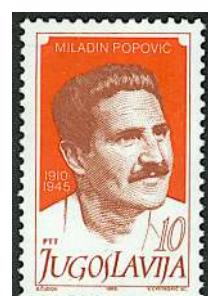
Josip Broz Tito



1968, n° 1205
Moša Pijade

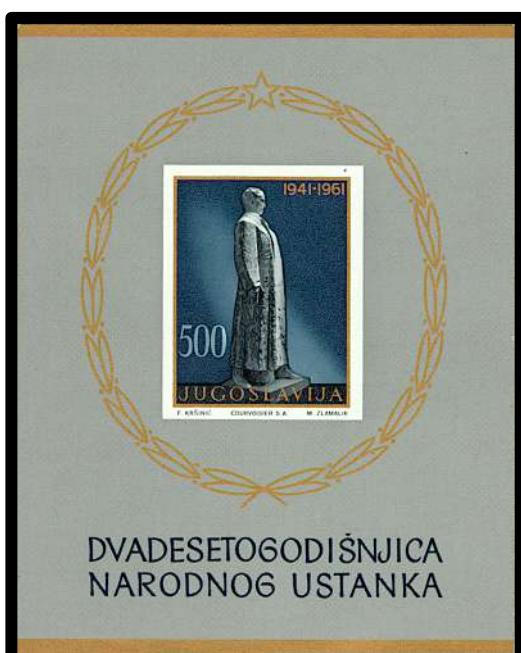


1980, n° 1702
Edward Kardelj



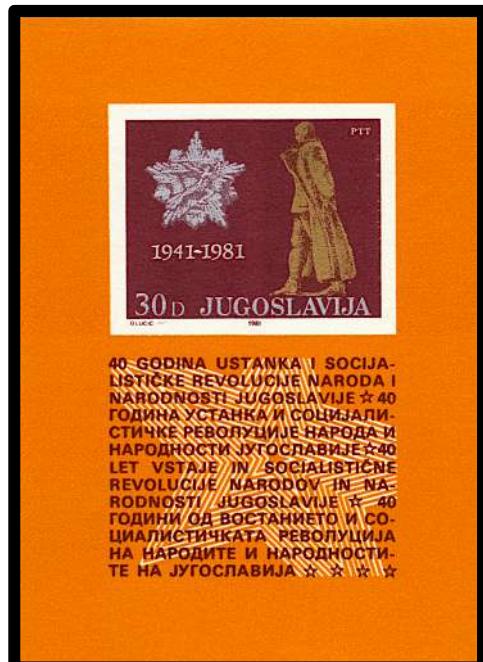
1985, n° 2008
Miladin Popović

Le succès de Josip Broz Tito était pour une part dû à sa présentation de la future Yougoslavie : alors que Mihajlović se prononçait pour une prédominance serbe, Tito se profilait sur un niveau national, promettant une Yougoslavie fédérale, sur le principe de l'égalité de toutes les nations et ethnies yougoslaves.



1961, bloc 6

20^e et 40^e anniversaire de la lutte contre le fascisme



1981, bloc 19



1961, n°s 871/875

20^e anniversaire de la lutte contre le fascisme

Tito était un maître organisateur, qui gardait la haute main sur tous les rouages de la résistance. En témoignent ses initiatives consécutives :

- En janvier 1942, la promulgation des ordonnances de Foca, qui définissaient l'organisation militaire et administrative du mouvement des partisans.



1942, n° 1802

40^e anniversaire des ordonnances de Foca. Effigie de Moša Pijade, adjoint de Tito

- En novembre 1942, la réunion à Bihać du premier “Comité antifasciste de libération nationale” (= AVNOJ), avec les délégués de toutes les régions de la Yougoslavie, et où fut élu un comité exécutif sous la présidence d’Ivan Ribar.



1982, n° 1842
40^e anniversaire du premier “Comité antifasciste de libération nationale”, à Bihać en 1942



1981, n° 1758
Ivan Ribar

- Les 29 et 30 novembre 1943, à Jajce, en Bosnie, organisation de la deuxième réunion de ce comité antifasciste. Ce fut une véritable constituante, où les décisions suivantes furent prises:

- Création d’un gouvernement provisoire de la Yougoslavie.
- Interdiction du retour du roi Petar II.
- Création d’une fédération yougoslave, sur le principe de l’égalité des nations, comprenant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie avec deux régions autonomes : le Kosovo et la Vojvodine.



1953, n°s 634/636
10^e anniversaire de la deuxième réunion du comité antifasciste, à Jajce en 1943



1963, n° 960
20^e et 40^e anniversaire de la deuxième réunion du comité antifasciste, à Jajce en 1943



1983, n° 1902

Du point de vue militaire, il y eut relativement peu de véritables batailles rangées. Les plus importantes furent celles de la rivière Neretva, en janvier-mars 1943 et de la rivière Sutjeska, en mai-juin 1943.

Dans ces deux offensives, les Allemands voulaient en finir avec Tito, mais malgré de très lourdes pertes, les partisans parvinrent chaque fois à se dégager et Tito fut sauvé de justesse.



1978, n° 1635
La bataille de la Neretva (janvier-mars 1943)



1963, n°s 943/945



1958, n° 754
1983, n° 1870
La bataille de la Sutjeska (mai-juin 1943)

Un des commandants les plus téméraires des partisans était Sava Kovačević, qui perdit la vie dans la bataille de la Sutjeska.



1951, n° 578
1980, n° 1715
Sava Kovačević

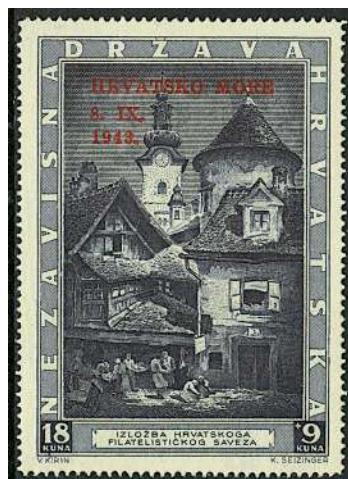
La capitulation de l'Italie, le 8 septembre 1943, livra à Tito une énorme quantité d'armes. Les revers allemands en Russie et le changement d'attitude des Alliés, qui avaient laissé tomber Mihajlović, provoquèrent à partir de 1944 des adhésions massives en Yougoslavie au mouvement de résistance de Tito.

Les allemands lancèrent en mai 1944 une ultime offensive, et une nouvelle fois, Tito s'échappa in extremis, grâce à un avion britannique qui le sauva, et il s'installa dans l'île de Vis, en Croatie jusqu'à la fin de la guerre.



1964, n° 981
20^e anniversaire de l'installation de Tito dans l'île de Vis

Immédiatement après la capitulation de l'Italie, Ante Pavelić proclama l'annexion de la Dalmatie et de l'Istrie à la Croatie, mais ces régions furent libérées par les partisans en mars 1945.



C, 1943, n° 104A
Annexion de la Dalmatie et de l'Istrie par la Croatie d'Ante Pavelić



1953, n° 641



1968, n° 1190



C, 1993, n° 211

10^e, 25^e et 50^e du retour de la Dalmatie et de l'Istrie à la Croatie

Une fois de plus, la philatélie a suivi de près cette évolution : partout où c'était possible, les Allemands avaient remplacé les Italiens, et de nouveaux timbres furent émis en Slovénie, au Monténégro, en Macédoine, à Zadar et à Kotor, pour marquer l'occupation allemande.

- En Slovénie, ce furent d'abord des surcharges sur des timbres italiens, et à partir du début de 1945, des timbres spécifiques représentant des paysages slovènes.



Timbres de l'occupation allemande de la Slovénie, à partir du 5 janvier 1944



Timbres de l'occupation allemande de la Slovénie. Paysages slovènes.

- Au Monténégro, des timbres yougoslaves et des timbres de l'occupation italienne furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.



Timbres de l'occupation allemande du Monténégro, à partir du 22 novembre 1943

- En Macédoine, des timbres bulgares furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.



Timbres de l'occupation allemande de la Macédoine, à partir du 28 octobre 1944

- À Kotor, ville côtière du Monténégro, des timbres italiens et yougoslaves furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.



Timbres de l'occupation allemande de Kotor, à partir de janvier 1944

- À Zadar, ville côtière de la Croatie, des timbres italiens furent surchargés pour marquer l'occupation allemande.



Timbres de l'occupation allemande de Zadar, à partir du 9 octobre 1943

Dès la fin de 1944, la fin de l'Allemagne nazie se profilait. La Macédoine et la Serbie furent libérées à l'automne de 1944, et le 24 octobre 1944, l'Armée rouge laissa à Tito l'honneur d'entrer le premier dans la ville de Belgrade.



*1945, n° 419
1964, n° 991
1984, n° 1953
Premier, 20^e et 40^e anniversaire de la libération de Belgrade*



*S, 2014, bloc 13
70^e anniversaire de la libération de Belgrade*

Les partisans communistes de la Macédoine, qui avait été initialement “donnée” par l’Allemagne nazie à ses alliés la Bulgarie et l’Albanie italienne, mais qui avait été reprise par les forces allemandes après la défection de ces alliés, prirent progressivement le contrôle du pays, et proclamèrent le 2 août 1944 la “République populaire de Macédoine”.



1945, n° 418
Libération de la Macédoine



1949, n°s 517/519
5^e anniversaire de la proclamation de la République populaire de Macédoine, le 2 août 1944

En mars 1945, la Dalmatie et l’Istrie furent libérées, et les partisans entrèrent à Trieste le 30 avril 1945. Zagreb ne fut libérée que le 8 mai 1945. Ante Pavelić parvint à s’enfuir vers l’étranger, et la reddition officielle de la Croatie n’eut lieu que le 15 mai 1945.

Le commandement britannique céda les prisonniers croates à Tito, ayant foi dans sa parole d’un traitement humain. Mais aussi bien les civils que les militaires croates furent transférés à Bleiburg, en Autriche, près de la frontière slovène. Un véritable massacre y eut lieu : l’on estime le nombre de victimes de cette atroce vengeance entre 80 000 et 200 000 !



C, 1995, n° 291
50^e anniversaire du massacre de Bleiburg

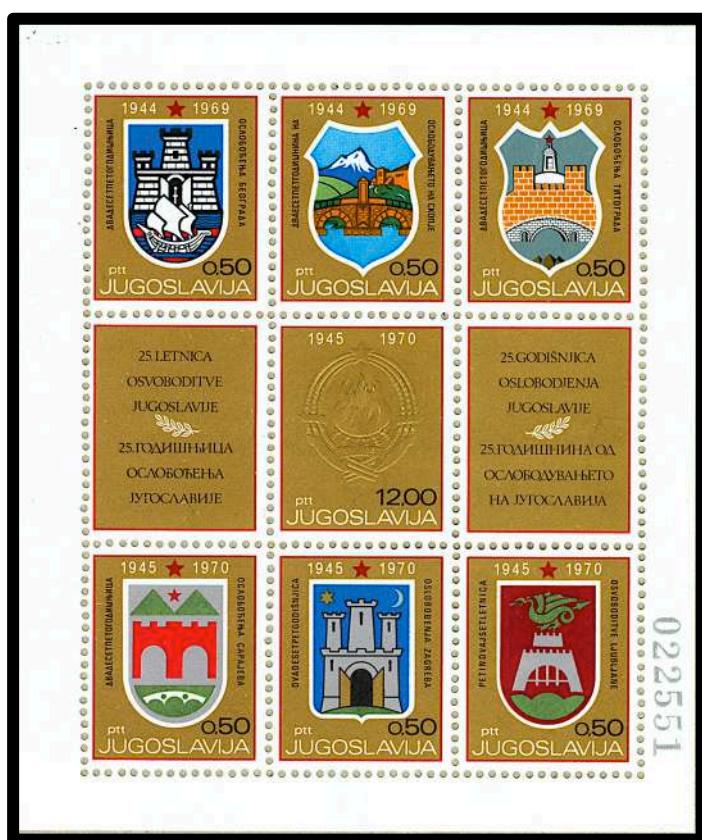
La victoire finale des partisans communistes contre les forces fascistes a été abondemment commémorée par des timbres dans la Yougoslavie communiste.



1946, n°s 442/444

Premier et 30^e anniversaire de la victoire contre le fascisme

1975, n° 1487



1970, bloc 16
25^e anniversaire de la libération de tout le territoire yougoslave



1985, n°s 1986/1987

40^e et 50^e anniversaire de la victoire contre le fascisme

1995, n° 2574

V. L'ère de Tito (1945-1980)

La Yougoslavie de 1945 à 1980, c'est Tito. Josip Broz Tito (1892-1980) a été le véritable - et unique - ciment pour assurer l'unité de la Yougoslavie.

Dès la fin novembre 1943, lors de la deuxième réunion de l'AVNOJ à Jajce, en Bosnie, Tito avait créé la Fédération démocratique de Yougoslavie, comprenant la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine et la Serbie, à laquelle l'on rattacha deux régions autonomes : le Kosovo et la Vojvodine.



Fin 1944-début 1945, n°s 404 & 405

Timbres serbes surchargés "Fédération démocratique de Yougoslavie", émis pendant la guerre



Bosnie-Herzégovine



Slovénie



Macédoine



Monténégro



Serbie



1948, n°s 505/511
Yougoslavie



Croatie

*5^e anniversaire de la création de la Fédération démocratique de Yougoslavie, à Jajce en 1943.
Armoiries des six composantes de la Yougoslavie*

Dès la fin de la guerre, Tito s'employa à consolider son régime. Après des élections plus que truquées, tenues le 11 novembre 1945, où l'opposition fut muselée, le parti communiste obtint plus de 85% des suffrages, et Tito put ainsi proclamer le 29 novembre 1945 la naissance de la "République fédérative populaire de Yougoslavie".



1945, bloc 2
Fondation de la République fédérative populaire de Yougoslavie. Caractères cyrilliques



1945, bloc 2
Fondation de la République fédérative populaire de Yougoslavie. Caractères latins



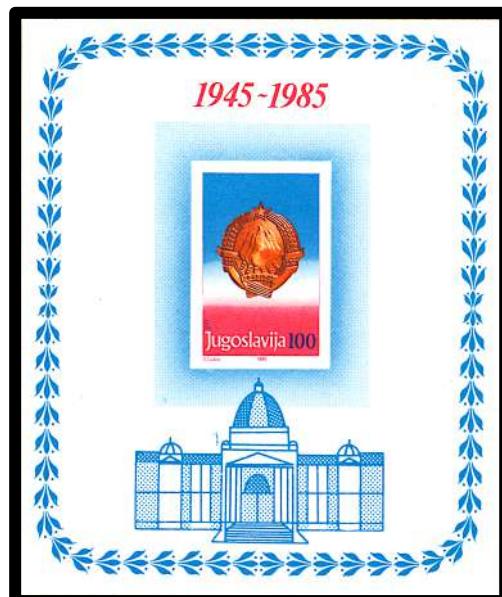
1955, n° 679
10^e, 15^e & 40^e anniversaire de la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie



1960, n° 834



1985, n° 2009



1985, bloc 26
40^e anniversaire de la création de la République fédérative populaire de Yougoslavie

Le seul grand problème international que Tito eut à résoudre a été celui de l'Istrie et du littoral dalmate. Ces régions étaient occupées par ses partisans communistes yougoslaves, mais n'avaient pas encore reçu de statut définitif au niveau international.

Les occupants communistes employèrent d'abord les stocks restants de timbres de la Repubblica Sociale Italiana. Ces timbres reçurent déjà en juin 1945 une surcharge avec nouvelle valeur, et la mention "ISTRA".



Juin 1945 : Timbres pour l'Istrie

L'Istrie et la côte dalmate étaient donc provisoirement, dans le chaos de l'après-guerre, entre les mains de l'administration yougoslave. Après les timbres italiens surchargés déjà mentionnés, une administration yougoslave civile commença à partir d'août 1945 à émettre des timbres valables en Istrie et dans tout le littoral slovène. À partir du début 1947, les timbres furent émis par une administration militaire yougoslave.



Août 1945-début 1947 : Timbres de l'administration civile yougoslave pour l'Istrie et le littoral slovène



1947 : Timbres de l'administration militaire yougoslave pour l'Istrie et le littoral slovène



1947, n°s 469/470

Rattachement officiel de l'Istrie et de la côte dalmate à la Yougoslavie

Les puissances occidentales avaient déjà depuis longtemps accepté la suprématie yougoslave sur l'Istrie et le littoral slovène, l'Italie étant dans le camp des vaincus. Le seul véritable problème restait le statut de la ville de Trieste, revendiquée aussi bien par l'Italie que par la Yougoslavie.

La signature du traité de Paris, signé le 10 février 1947, donnait effectivement l'Istrie et le littoral slovène à la Yougoslavie, et faisait de Trieste un territoire autonome, partagé en deux zones : la zone A, administrée par les forces américaines et britanniques, et la zone B, administrée par les forces yougoslaves. Il fallut attendre le 5 octobre 1954 pour que soit signé, à Londres, un mémorandum entre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie et la Yougoslavie. Il accordait l'administration civile de la zone A à l'Italie et celle de la zone B à la Yougoslavie.



*Trieste, zone A, 1947-1954 : surcharge "A.M.G. F.T.T." sur timbres italiens
(A.M.G. F.T.T. = "Allied Military Government Free Triest Territory")*



Trieste, zone B, 1948-1954 : timbres de la zone B de Trieste
 Surcharge ou texte "STT VUJNA" (= Slobodna Teritorija Trsta - Vojne uprave Jugoslavenske armije)
 (Territoire libre de Trieste - Administration militaire de l'armée yougoslave)

La Yougoslavie étant devenue officiellement une fédération de six républiques populaires communistes, Tito dut s'occuper de 1945 à 1948 à y consolider son pouvoir. La période de 1945 à 1948 se caractérisa par la mise en place d'un État communiste et le développement de la répression contre les non-communistes (Églises, mouvements nationalistes tant croates que serbes).

Après une brève période d'alignement sur le modèle communiste soviétique, la Yougoslavie, à la différence des autres pays communistes d'Europe centrale et orientale, choisit une voie indépendante de l'URSS. Cela fut possible parce que Tito s'était libéré seul de l'occupation nazie, sans l'aide directe de l'Armée rouge, et avait été reconnu comme seul "interlocuteur valable" pendant la guerre, aussi bien par Moscou que par les forces occidentales.

Employant ces atouts, Tito rompit définitivement avec Staline en 1948, et ne fit pas adhérer la Yougoslavie au pacte de Varsovie créé en 1955. Sur le plan économique, il mit progressivement en place un système socio-économique, l'autogestion, où les entreprises étaient gérées par ceux qui y travaillaient, contrairement aux directives de Moscou.

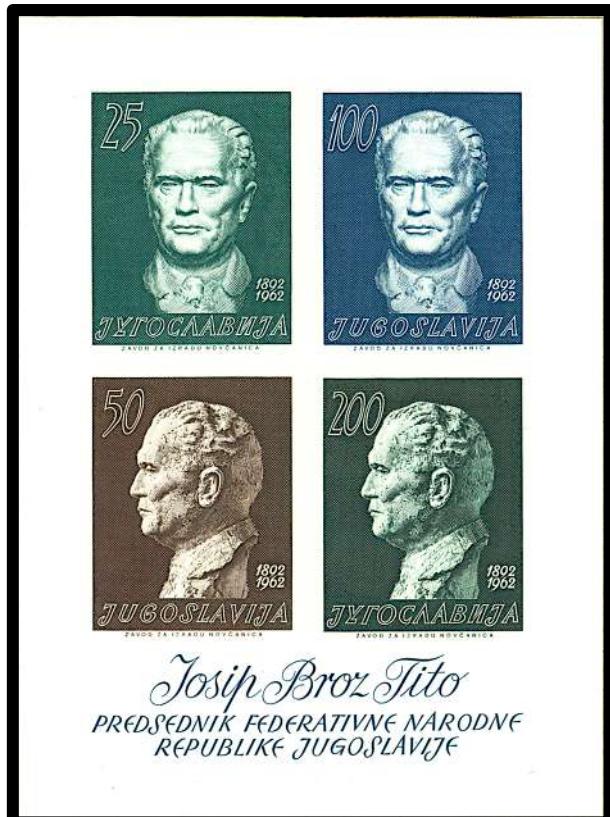
Véritablement déifié déjà de son vivant, Tito parvint à maintenir la Yougoslavie unie, au prix d'un régime autoritaire, mais généralement accepté. Il n'hésitait pas à faire exécuter de nombreux vieux amis de guerre et des milliers d'opposants, ne reculant devant aucun sacrifice et n'acceptant aucun obstacle quand il s'agissait de faire reconnaître, aussi bien du point de vue national qu'international, le prestige de son pays et l'importance du rôle capital qu'il avait à jouer sur la scène européenne.



1950, n°s 544/547



1952, n°s 607/609
 Josip Broz Tito



1962, bloc 8



1974, n°s 1434/1437
Josip Broz Tito

Ayant perdu l'aide russe, Tito refusa également le plan Marshall, mais il reçut quand même l'aide massive des puissances occidentales, lui permettant de sauver le pays de la famine et de la faillite. C'est en récompense de sa résistance à Staline que les Occidentaux accordèrent à Tito une nouvelle "virginité politique".

Tito était cependant un véritable dictateur : il n'hésita pas à faire disparaître, dans des conditions souvent inhumaines, tous ses opposants, réels ou supposés tels :

- Les tchetniks serbes, qui firent l'objet d'un véritable génocide. Leur chef, Draža Mihajlović, fut exécuté le 17 juillet 1946.
- Les oustachis croates, qui furent systématiquement exterminés.
- L'Église catholique, très forte en Croatie, fut persécutée, et le cardinal Stepinac fut condamné à la prison à vie.
- De nombreux anciens camarades, qui risquaient de saper son pouvoir dictatorial : le leader communiste croate Andrija Hebrang fut torturé et tué en 1949, Milovan Đilas fut emprisonné, Aleksandar Raković, le chef redouté de la terrible police politique UDBA, fut limogé en 1966, etc.



C, 1999, n° 493
Andrija Hebrang



C, 1998, n° 432



C, 1993, Bienf. n° 28
Le cardinal Alojzije Stepinac



1968, n°s 1164/1168



1966, n°s 1042/1043



1972, n°s 1361/1362



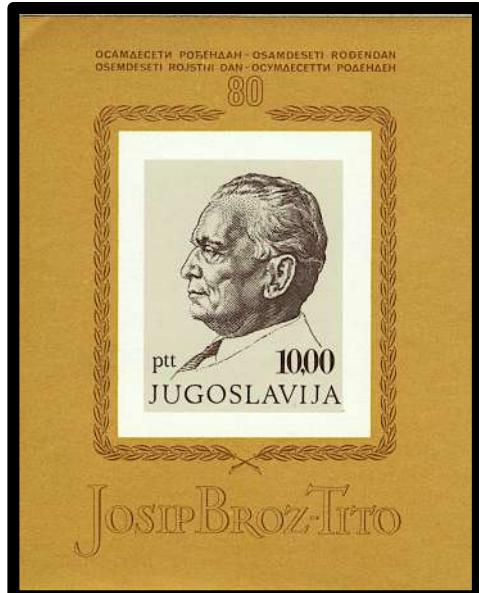
1977, n°s 1575/1577



1980, n°s 1713/1714

Josip Broz Tito

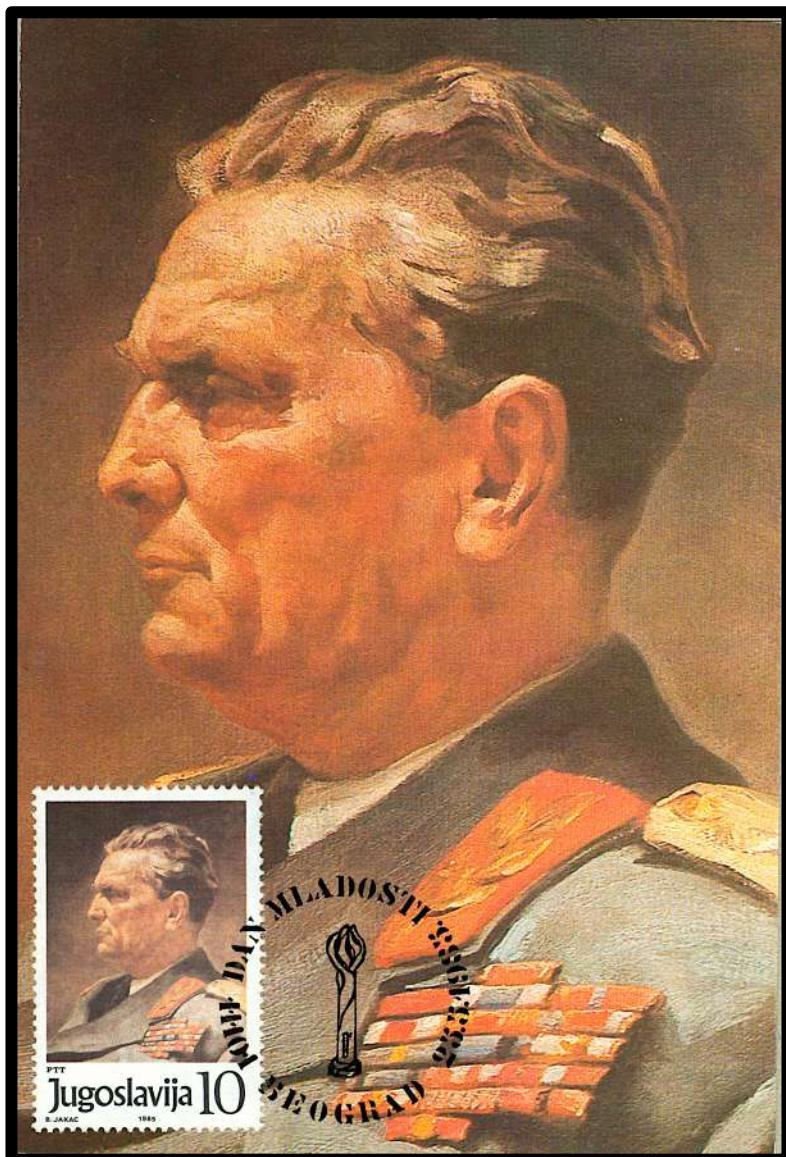
1983, n° 1871



1972, bloc 17



1983, bloc 22
Josip Broz Tito



Carte maximum de 1985 avec le timbre n° 1989
Josip Broz Tito



1981, n° 1772



1982, n° 1815



1985, n° 1989

Tito fut de nouveau “accepté” par Moscou après la déstalinisation amorcée par Khrouchtchev en 1955, mais il n’hésita pas à désapprouver clairement les interventions soviétiques de 1956 à Budapest et de 1968 à Prague. Mais, dans son propre pays, il n’eut aucun scrupule à écraser dans le sang la révolte des Albanais du Kosovo en 1968 et d’exercer une répression féroce en 1971 contre le “printemps de Zagreb”, qui s’était dessiné depuis 1969.

Pour rester “acceptable” au niveau international, sans être considéré par les Occidentaux comme l’homme de Moscou, ni par les communistes comme un vassal des Américains, il eut une idée géniale, en créant, avec l’Indien Nehru, l’Indonésien Sukarno et l’Égyptien Nasser, le mouvement des pays non alignés. Se balançant entre le capitalisme et le communisme, ce mouvement avait pour buts la coexistence pacifique et la lutte contre le colonialisme.



1986, n° 2047



1989, n° 2223B
Josip Broz Tito



1990, n° 2292

Lorsque Tito décéda en 1980 à l’âge de 88 ans, le bilan politique et économique de sa carrière était largement positif, mais ce fut au prix d’un régime répressif et intolérant, avec lequel il mena sans le moindre scrupule une dictature efficace mais dénuée de tout sentiment.

VI. Le morcellement (1980-...)

A) L'agonie de la Yougoslavie (1980-1991)

Avec le décès de Tito disparaissait l'unique ciment qui maintenait l'union entre les six républiques qui formaient la Yougoslavie. Rapidement, les antagonismes, réprimés sous le régime titiste, resurgissaient et allaient finalement mener à la guerre.

- La Croatie et la Slovénie étaient historiquement de tendance occidentale et chrétienne, et aspiraient à plus de liberté et de démocratie, à plus d'autonomie et à une économie de marché.
- La Serbie restait orientale et orthodoxe, et continuait à rêver d'une Yougoslavie où elle aurait un rôle nettement prédominant, se basant sur le fait qu'il y avait partout des minorités serbes. Elle considérait le Kosovo et la Vojvodine non comme des régions plus ou moins autonomes, mais comme des parties intégrantes de la Serbie.

C'est surtout l'élection en 1989 du communiste Slobodan Milošević à la présidence de la Serbie qui allait mettre le feu aux poudres. Il assura d'abord de manière forte la suprématie serbe au Kosovo, en Vojvodine et au Monténégro, avant de s'attaquer aux problèmes croate et slovène.

Niant le "glasnost" de Gorbatchov, et ne tenant pas compte de l'écroulement du système communiste et de la chute du mur de Berlin à la fin de 1989, il convoqua début 1990 un congrès des partis communistes yougoslaves. Mais dès le début, les délégués croates, slovènes, macédoniens et bosniaques quittèrent la séance, constatant l'impossibilité d'arriver à un compromis avec le rigide Milošević.

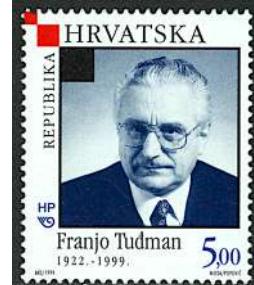
Les élections libres qui eurent lieu en avril et mai 1990 en Croatie et en Slovénie donnèrent un éclatant succès aux partis démocratiques et autonomistes, et en Croatie, Franjo Tuđman fut élu à la présidence.



C, 1997, n° 392



C, 1999, n°s 503/504
Franjo Tuđman



C, 2022, n° 1458

Les vieilles haines remontaient à la surface : la Serbie présentait Tuđman comme l'élève et le successeur d'Ante Pavelić, tandis que les Croates brimaient par tous les moyens la minorité serbe en Croatie.

Le grand avantage de Milošević dans ce conflit était que l'armée, la police, l'administration et la diplomatie yougoslaves étaient en toute grande majorité composées de ses partisans d'origine serbe.

Pendant ce temps, les élections de 1990 avaient confirmé la déroute des communistes en Bosnie et en Macédoine, mais, grâce à l'action de l'armée et de la police, ils avaient conservé le pouvoir en Serbie et au Monténégro.

Fort de ce succès, et se basant sur le principe de l'unitarisme de la Yougoslavie, Milošević accentua sa pression sur la Croatie et la Slovénie.

Constatant l'impossibilité d'aboutir à un accord ou à un compromis avec la Serbie de Milošević, la Croatie et la Slovénie proclamaient leur indépendance le 25 juin 1991, suivies le 8 septembre par la Macédoine.



C, 1991, n° 144



C, 1995, n° 297



C, 2001, n° 551



C, 2011, n° 933

Timbres commémorant l'indépendance de la Croatie, proclamée le 25 juin 1991



Sl, 1991, n° 1



Sl, 1992, n° 26



Sl, 1996, n° 141



Sl, 2001, n° 327B

Timbres commémorant l'indépendance de la Slovénie, proclamée le 25 juin 1991



Ma, 1992, n° 1



Ma, 1993, n° 4



Ma, 1991, Bient. n° 1



Ma, 1996, n° 73



Ma, 2001, n° 236



Ma, 2011, n° 577

Timbres commémorant l'indépendance de la Macédoine, proclamée le 8 septembre 1991

B) L'évolution de la Slovénie

Dès la proclamation de l'indépendance, l'armée serbo-yougoslave entama une guerre contre la Slovénie, mais grâce à une énergique médiation de l'Union européenne, un cessez-le-feu fut conclu le 7 juillet 1991, après seulement dix jours de guerre. La raison de cette solution rapide était le fait que la Serbie ne s'intéressait que très peu à la Slovénie, et tenait à se concentrer sur sa lutte contre les séparatistes croates et bosniaques.

La Slovénie devint membre de l'OTAN le 29 mars 2004 et de l'Union européenne le 1^{er} mai 2004. Elle adopta l'euro comme monnaie nationale le 1^{er} janvier 2007.



Sl, 2004, n° 430
Adhésion de la Slovénie à l'OTAN
(29 mars 2004)



Sl, 2004, n° 431
Adhésion de la Slovénie à l'Union européenne
(1^{er} mai 2004)



Sl, 2016, bloc 87
25^e anniversaire de l'indépendance de la Slovénie

C) L'évolution de la Croatie

L'hostilité historique entre la Croatie et la Serbie culmina après la proclamation d'indépendance. Mais déjà à la fin de 1990, la minorité serbe avait proclamé, avec le soutien de Belgrade, l'autonomie de la région de Krajina, avec Knin comme capitale. La ville de Knin avait été occupée par les forces serbes dès le mois d'août 1990.

En juillet et août 1991, l'armée serbo-yougoslave, possédant une grande supériorité en armement et en équipement envahit le territoire croate. Cette guerre entraîna un exode des Croates de Serbie, et inversément un exode des Serbes de Croatie.

La tragédie humaine culmina à Vukovar, où la défense croate se rendit après trois mois de siège par les Serbes. La reddition fut suivie par un véritable massacre de la population croate.



C, 1997, n° 403
Les combats à Šibenik en 1991



C, 1997, n° 395

Commémoration du siège et de la destruction de Vukovar en 1991



C, 2011, n° 943



C, 1992, Bief. n° 20

Le siège et le bombardement de la ville historique de Dubrovnik par les forces serbes, pendant l'hiver 1991-1992, soulevèrent également l'indignation internationale.

Un cessez-le-feu très précaire fut obtenu en 1992 par les Nations-Unies, et une force militaire de l'ONU fut envoyée sur place pour en contrôler le respect.

La Croatie, ne se résignant pas à accepter la perte d'une partie de son territoire, reprit les hostilités en 1993. Malgré d'innombrables essais de médiation par l'ONU et par l'Union européenne, la guerre continua, et en 1995, la Croatie lança une grande opération, qui permit la reprise de pratiquement toute la zone occupée par les Serbes. La guerre se termina fin 1995, et finalement, toujours sous contrôle de l'ONU, la dernière zone croate occupée par les Serbes était rétrocédée à la Croatie le 15 janvier 1998.



C, 1995, n° 305

Libération de la ville de Knin

La guerre serbo-croate a été d'un acharnement inouï, causant une tragédie humaine sans précédent. Les deux parties menèrent chacune une politique d'épuration ethnique, dont les populations civiles furent les grandes victimes. Ce n'est qu'à partir de 2010 que les tensions entre la Serbie et la Croatie se sont apaisées.

La Croatie devint membre de l'OTAN le 1^{er} avril 2009 et de l'Union européenne le 1^{er} juillet 2013.



C, 2009, n° 844

*Adhésion de la Croatie à l'OTAN
(1^{er} avril 2009)*



C, 2013, n° 1005

*Adhésion de la Croatie à l'Union européenne
(1^{er} juillet 2013)*



*C, 2013, bloc 52
Adhésion de la Croatie à l'Union européenne (1^{er} juillet 2013)*



*C, 2016, n° 1142
25^e anniversaire de l'indépendance de la Croatie*

D) L'évolution de la Serbie

La Serbie de Milošević gardait la nostalgie de sa grandeur, et était prêt à tout pour sauvegarder l'existence de la Yougoslavie où elle continuerait à jouer un rôle prédominant. Comme cela s'avérait impossible avec les proclamations d'indépendance en 1991 de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie et de la Macédoine, le pays tenta de reconstituer une Serbie regroupant le Monténégro, le Kosovo, la Vojvodine, et les régions croates et bosniaques où vivait une forte minorité serbe.

Cela engendra trois guerres sans merci de la Serbie contre ses anciens “frères yougoslaves” :

- en Croatie (1991-1995)
- en Bosnie (1992-1995)
- au Kosovo (1998-1999)

La Yougoslavie étant réduite à deux républiques, elle prit en 2003 le nom de Communauté d’États de Serbie-Monténégro. Cette association dura jusqu’au 3 juin 2006, lorsque le Monténégro proclama officiellement son indépendance. Deux jours plus tard, le 5 juin 2006, fut proclamé à Belgrade l’État indépendant de Serbie.



S, 2006, n°s 146/147
Indépendance officielle de la Serbie, le 5 juin 2006

En octobre 2000, le régime de Milošević était renversé à Belgrade. Il fut transféré en 2001 devant le tribunal international de La Haye pour crimes contre l'humanité et génocide. Il mourut en prison aux Pays-Bas le 11 mars 2006.

Fin 2009, la Serbie effectuait sa demande formelle d'adhésion à l'Union européenne.



S, 2014, n° 533
Négociations pour l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne

E) L'évolution du Monténégro

Après les élections de 1990, le Monténégro, où les communistes étaient parvenus à garder la majorité, associa son sort à celui de la Serbie. La Yougoslavie étant réduite à ces deux républiques, l'ensemble prit en 2003 le nom de Communauté d'États de Serbie-Monténégro. Mais dès le départ, il était clair que cet ensemble était une construction provisoire, et en mai 2006, un référendum se prononçait pour l'indépendance du Monténégro, qui fut proclamée le 3 juin 2006.



Mo, 2005, n°s 112/115
L'indépendance du Monténégro, proclamée le 3 juin 2006



Mo, 2006, n° 135

L'indépendance du Monténégro, proclamée le 3 juin 2006, et son dixième anniversaire



Mo, 2016, n° 388

À partir de 2007, des négociations étaient entamées concernant l'adhésion du pays à l'Union européenne.



Mo, 2007, n°s 166/167



Mo, 2007, n° 168

Négociations pour l'adhésion du Monténégro à l'Union européenne



Mo, 2012, n° 309

F) L'évolution de la Macédoine

Après la proclamation de son indépendance en 1991, les problèmes majeurs de la Macédoine étaient d'ordre ethnique : il y avait en Macédoine une forte minorité albanaise, qui réclamait son rattachement soit à l'Albanie, soit au Kosovo indépendant. Un autre problème était le conflit avec la Grèce, qui refusa longtemps d'admettre qu'il pouvait exister un État macédonien indépendant à côté de la Macédoine, province grecque.



Ma, 2016, n° 734
25^e anniversaire de l'indépendance



Ma, 2017, n° 782
Kiro Gligorov, premier président
de Macédoine de 1991 à 1999



Ma, 2006, n° 392
Boris Trajkovski, président
de la Macédoine de 1999
jusqu'à sa mort dans un
accident d'avion, le 26 février 2004

En 2019, le pays, en accord avec et sur la demande de la Grèce, dont la Macédoine est également une province, change de nom et devient la République de Macédoine du Nord.

G) L'évolution du Kosovo

Bien que possédant une très forte majorité albanaise, la province avait cependant été attribuée après la première guerre mondiale à la Serbie, qui entra le 1^{er} décembre 1918 dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le précurseur de la Yougoslavie. La Serbie entreprit alors de “désalbaniser” la région en encourageant les Albanais à partir et en y favorisant la réinstallation de familles serbes.

Il y eut l'intermède de la deuxième guerre mondiale, avec les occupations italienne et allemande, pendant lesquelles le Kosovo fut incorporé à la “Grande Albanie”. Ce fut au tour des Serbes du Kosovo d'être persécutés.

Après la guerre, Tito essaya d'intégrer le Kosovo de force à la Serbie, et pendant vingt ans, les Serbes firent régner un climat de terreur et de répression contre les Albanais du Kosovo. Un assouplissement s'amorça en 1967, entériné par la nouvelle constitution yougoslave de 1974, qui garantissait au Kosovo un statut de province autonome.

L'hostilité latente persista cependant entre les Serbes et les Albanais, avec des hauts et des bas, et la première véritable insurrection, de la part des étudiants de Pristina, la capitale du Kosovo, eut lieu le 11 mars 1981.

Ils exigèrent pour le Kosovo le statut de république à part entière dans le cadre de la Yougoslavie, mais Belgrade refusa tout dialogue, et le leader communiste serbe Slobodan Milošević choisit la manière forte pour mater l'insurrection et garder le Kosovo sous domination serbe.

En 1989, Milošević, qui était devenu président de la République yougoslave de Serbie, annula l'autonomie de la province, reconnue depuis 1974. En réponse, les Albanais proclamèrent le 2 juillet la “République du Kosovo à l'intérieur de la fédération yougoslave”, et donc la sécession d'avec la Serbie.

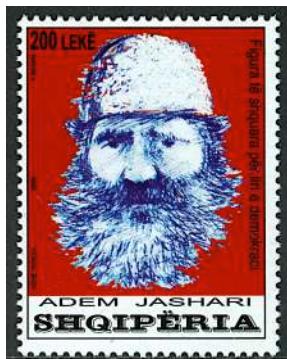
L'administration serbe, voulant conserver son pouvoir au Kosovo, fit tout pour nuire à la population albanaise : contrôle des médias, défense de l'emploi de l'albanais dans l'enseignement, mesures d'urgence très préjudiciables à l'économie du Kosovo, terreur policière.

En septembre 1991, la “République du Kosovo”, sans la moindre référence à la Yougoslavie qui venait de se désintégrer, fut proclamée, et en mai 1992, Ibrahim Rugova en fut nommé le premier président.

Deux tendances s'opposaient parmi les insurgés du Kosovo : la “*Ligue démocratique du Kosovo*”, dirigée par Ibrahim Rugova, qui était plus modérée et prônait le dialogue avec Belgrade, et le “*Parti parlementaire*”, d’Adem Demaqi, plus radical, qui voulait une indépendance totale. Mais les Serbes, dirigés par Milošević, restaient intransigeants et refusaient toute concession.

À partir de mars 1998, la résistance passive devint un véritable conflit armé. Rugova, réélu à la présidence d’une république que ni Belgrade ni la communauté internationale ne reconnaissaient, essaya encore de dialoguer avec Milošević, mais celui-ci optait pour continuer à employer la force. C’est à partir de ce moment que des flots de réfugiés albanais vinrent chercher la sécurité en Albanie.

Un des résistants albanais au Kosovo parmi les plus farouches et les plus déterminés était Adem Jashari. Acculé finalement par la police serbe, il refusa de se rendre, et périt le 7 mars 1998 avec 56 membres de sa famille.



Albanie, 2008, n° 2965

Adem Jashari



K, 2008, Michel n° 118

Un des épisodes les plus sinistres du conflit armé se déroula à Reçak le 15 janvier 1999, et est connu sous le nom de “massacre de Reçak”. Ce jour-là, 45 civils albanais du village de Reçak furent fusillés par la police serbe. Ce massacre fut un des points difficiles pour la défense de Milošević, lors de son procès devant la Cour internationale de justice de La Haye.



K, Michel n° 123/124
Le massacre de Reçak



Une dernière tentative d’apaisement, organisée par l’Union européenne et les États-Unis, eut lieu le 6 février 1999 à Rambouillet, mais elle se solda par un échec. Constatant l’absence totale de bonne volonté de la part de Milošević, l’OTAN déclara la guerre à la Serbie, et commença le 24 mars 1999 à bombarder Belgrade. Pendant ce temps, face au raidissement serbe devant la guerre, la situation des Albanais au Kosovo devint infernale, et en 1999, ils étaient 700 000 à chercher refuge dans les pays voisins ou à errer dans leur province.



K, 2006, Michel n° 58
Ibrahim Rugova



Vatican, 1999, n° 1141
Timbre émis en faveur des réfugiés du Kosovo



Albanie, 2004, n°s 2769/2770 & bloc 120
5^e anniversaire de l'intervention de l'OTAN au Kosovo

Le 10 juin 1999, le gouvernement serbe, à bout de forces après deux mois et demi de bombardements, était contraint d'accepter le plan de paix proposé par les grandes puissances. Les Kosovars albanais commencèrent à rentrer chez eux, et c'était au tour des Serbes de prendre le chemin de l'exil.

De 1999 à 2008, le Kosovo resta sous contrôle des Nations-Unies, avec un statut indéterminé.

Des négociations très longues et pénibles eurent ensuite lieu. L'Europe et les États-Unis étaient favorables à une indépendance totale, mais la Russie soutenait la Serbie dans son point de vue de bien vouloir accorder une large autonomie au Kosovo, mais pas l'indépendance.

Devant cette impasse, le Kosovo proclama unilatéralement son indépendance totale le 17 février 2008. Certains pays, dont la Belgique, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis, ont reconnu le Kosovo comme nation indépendante, d'autres, comme la Russie et bien sûr la Serbie, refusent de reconnaître le pays. Actuellement, le Kosovo reste encore toujours un territoire de discorde dans les Balkans.

L'Albanie, quant à elle, rêve de voir tôt ou tard le Kosovo faire enfin partie de la République albanaise...



K, 2011, Michel n°s 184/185
Proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008



K, 2008, Michel n°s 95/96 & bloc 8
Proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008



Albanie, 2008, n°s 2966/2970
Proclamation de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008.
Les timbres montrent cinq personnes qui ont joué un rôle en faveur des Albanais au Kosovo :
Ymer Prizreni, Isa Boletini, Ibrahim Rugova, Azem Galica et Adem Jashari

Bien que ne faisant pas partie de la zone euro et ne dépendant pas de la Banque centrale européenne, le Kosovo emploie temporairement l'euro comme monnaie, suite à la mise en place de la mission d'administration intérimaire des Nations-Unies.

Le Kosovo émet ses propres timbres depuis 2000, mais n'est toujours pas reconnu par l'U.P.U. Ces timbres commémorent souvent des personnages ou des événements de l'Albanie.



K, 2008, Michel n° 92
Skanderbeg

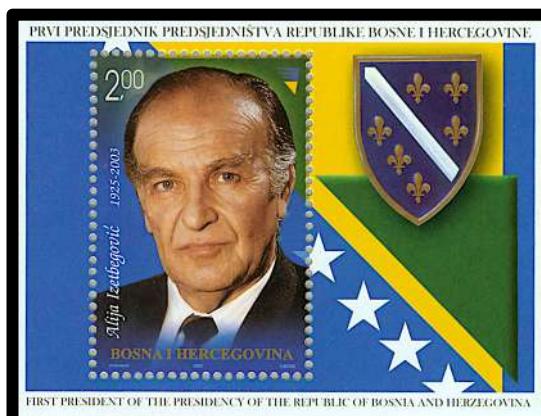


K, 2012, Michel n° 237
100^e anniversaire de l'indépendance albanaise

H) L'évolution de la Bosnie-Herzégovine

Le grand problème de la Bosnie était sa composition ethnique : la population était composée de 22% de Croates, de 33% de Serbes et de 45% de musulmans. Aux élections de 1990, le communisme fut balayé, et une coalition précaire fut mise sur pied. Mais dès le début, la situation semblait insoluble : les Croates et les musulmans se prononcèrent en février 1992 dans un référendum pour l'indépendance, tandis que les Serbes, boycottant le référendum, recherchaient la persistance de l'union avec la Serbie.

La proclamation de l'indépendance, le 29 février 1992, engendra une guerre civile impitoyable, qui débuta le 6 avril 1992. Les Serbes avaient déjà proclamé unilatéralement, le 9 janvier 1992, l'existence d'une République serbe de Bosnie, avec Pale comme capitale. Le président de la Bosnie "officielle" était le musulman Alija Izetbegović, celui de la République serbe Radovan Karadžić, tandis que le commandant des forces de la Bosnie serbe était Ratko Mladić. Ces deux derniers se retrouveront plus tard devant le tribunal international de La Haye, accusés de crimes contre l'humanité et de génocide.



B, 2003, bloc 20
Alija Izetbegović, président de la Bosnie



BS, 1992, n° 6
Surcharge "République serbe"



BS, 2002, n°s 215/216
10^e anniversaire de la République serbe de Bosnie



Les efforts de médiation de l'ONU ne connurent que très peu de succès, et plusieurs tentatives de paix venant des Nations-Unies, comme le plan Vance-Owen de 1993, furent rejetés, soit par une des parties, soit par toutes.



BS, 1993, n°s 24/26
Référendum, tenu en République serbe de Bosnie les 15 & 16 mai 1993,
qui rejeta le plan de paix Vance-Owen

Les maigres contingents militaires de l'ONU durent souvent assister impuissants à de véritables scènes de massacre, dans le cadre d'une politique d'épuration ethnique. Le point culminant en fut la tuerie de Srebrenica, où 8 372 musulmans bosniaques furent massacrés entre le 11 et le 13 juillet 1995 par les troupes serbes de Mladić.



B, 1995, n° 177
La guerre en Bosnie



B, 2002, n° 484
10^e anniversaire du
massacre de Srebrenica



B, 2005, n° 366
10^e anniversaire de
la fin de la guerre

Du point de vue politique, c'était l'imbroglie le plus total :

- Il y avait la République de Bosnie-Herzégovine, qui regroupait, du moins officiellement, l'ensemble du territoire.
- Il y avait la République serbe de Bosnie, qui ne reconnaissait pas l'autorité centrale de Sarajevo et tendait à l'union avec la Serbie.
- Et finalement, il y avait la République d'Herceg Bosna, avec Mostar comme capitale. Créeée en tant que communauté croate d'Herceg Bosna le 18 novembre 1991, elle se transforma en république le 28 août 1993 mais sans proclamer son indépendance vis-à-vis de la Bosnie-Herzégovine officielle. Se méfiant du musulman Izetbegović, avec qui elle entra en conflit de 1992 à 1994, son but final était la réunion à la Croatie.



HB, 1994, n° 1L

HB, 2003, n° 88

Premier et 10^e anniversaire de la République croate d'Herceg Bosna

En 1993, les trois camps présents en Bosnie-Herzégovine, les forces bosniaques, les forces croates et les forces serbes et yougoslaves, s'affrontaient les uns contre les autres. En 1994, surtout sous la pression américaine, les forces bosniaques et croates se réconcilièrent, pour lutter ensemble contre les Serbes.

La guerre ne s'arrêta qu'avec les accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995. Le Serbe Milošević, le Bosniaque Izetbegović et le Croate Tuđman furent obligés d'y accepter la partition de la Bosnie-Herzégovine à peu près égale entre la Fédération de Bosnie-Herzégovine (croato-bosniaque) et la République serbe de Bosnie (serbe), ainsi que le déploiement d'une force de paix multinationale, l'IFOR. Un système de gouvernance tripartite complexe permettait de conserver l'intégrité territoriale de la Bosnie, laissant une large autonomie aux entités croato-musulmane d'une part, et serbe d'autre part.

Il est étonnant que les trois entités, malgré la solution apportée, ont continué toutes les trois à émettre leurs propres timbres :

- La Fédération de Bosnie-Herzégovine (Sarajevo).
- La République serbe de Bosnie (Pale).
- Le Herceg-Bosna croate (Mostar).



B, 2005, n° 500



HB, 2005, n° 140



BS, 2005, n° 329

10^e anniversaire de la signature des accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995

Actuellement, la situation est la suivante : le système de gouvernement mis en place par les accords de Dayton met un fort accent sur le consensus et la collégialité, avec un représentant pour chacun des trois principaux groupes de population du pays qui se voient garantir une part égale de l'exercice du pouvoir. La Bosnie-Herzégovine est divisée en deux entités : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, qui regroupe les Bosniaques et les Croates, et la République serbe de Bosnie, toutes deux disposant de leur propre constitution.



B, 2008, n° 601

Accord signé en 2008 entre la Bosnie et l'Union européenne, faisant du pays un candidat à une future adhésion.

Conclusion

La création de la Yougoslavie a été une malencontreuse erreur commise après la première guerre mondiale. Il était illusoire de croire que plusieurs ethnies pourraient vivre en harmonie, alors que tout les séparait : l'histoire, la langue, la religion et la culture. En plus, ces peuples avaient accumulé pendant quinze siècles tant de haines et tant de ressentiments, que le morcellement final, après la mort de Tito, était inévitable. Il a fallu une guerre d'une violence inouïe, dont les populations civiles furent les grandes victimes, pour aboutir finalement à un modus vivendi acceptable pour tout le monde. L'avenir nous dira si le bon sens et la bonne volonté triompheront à longue échéance de la haine et de la rancune.

Table des matières

I. Les premiers États (...-1102)

II. De 1102 à 1526

III. De 1526 à 1815

IV. De 1815 à 1914

- A. La Croatie
- B. La Bosnie-Herzégovine
- C. Le Monténégro
- D. La Serbie
- E. La Slovénie
- F. La Macédoine
- G. La situation avant la première guerre mondiale

V. De 1914 à 1945

- A. La première guerre mondiale (1914-1918)
- B. L'État des Serbes, Croates et Slovènes (1918-1929)
- C. Le royaume de Yougoslavie (1929-1941)
- D. Le déroulement de la guerre (1941-1945)

V. L'ère de Tito (1945-1980)

VI. Le morcellement (1980-...)

- A. L'agonie de la Yougoslavie (1980-1991)
- B. L'évolution de la Slovénie
- C. L'évolution de la Croatie
- D. L'évolution de la Serbie
- E. L'évolution du Monténégro
- F. L'évolution de la Macédoine
- G. L'évolution du Kosovo
- H. L'évolution de la Bosnie-Herzégovine

Conclusion

Table des matières

Bibliographie

Bibliographie

- Georges Castellan, *Histoire des Balkans*, éd. Fayard, 1991.
- Gregory Peroche, *Histoire de la Croatie et des nations slaves du Sud*, éd. F.X. de Guibert, Paris, 1992.
- Jean-Paul Bled, *François-Joseph*, éd. Fayard, 1987.
- André Brissaud, *Staline*, éd. J.-C. Lattès, 1974.
- Olivier Delorme, *La Grèce et les Balkans*, tomes I, II & III, éd. Gallimard, 2013.
- Joachim Fest, *Hitler*, éd. Gallimard, 1973.
- Milovan Djilas, *Une guerre dans la guerre. La révolution de Tito 1941-1945*, éd. Robert Laffont, 1979.
- Marcel de Vos, *Histoire de la Yougoslavie*, dans la série “Que sais-je ?”, éd. Presses Universitaires de France, 1955.
- Jean Bérenger, *Histoire de l'Empire des Habsbourg*, éd. Fayard, 1990.
- Guy Coutant, dans la série *Histoire et Philatélie* :
 - La Roumanie
 - La Hongrie
 - La Bulgarie
 - L'Autriche
 - L'Albanie
 - La Grèce
- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.